

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1986 B 00541

Numéro SIREN : 358 200 913

Nom ou dénomination : Groupe Adeo

Ce dépôt a été enregistré le 28/07/2022 sous le numéro de dépôt 20221

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

Groupe Adeo

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense cedex
S.A. à directoire et conseil de surveillance
au capital de € 8 320 000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
14, rue du Vieux Faubourg
59042 Lille cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Groupe Adeo

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Groupe Adeo,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Groupe Adeo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre groupe procède systématiquement à chaque clôture à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels et corporels, selon les modalités décrites dans la note 4.5 « Dépréciation des actifs » et à l'estimation des provisions selon les modalités décrites dans la note 4.11 « Provisions » de l'annexe aux comptes consolidés.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation et de la détermination de ces provisions, et apprécié les données ainsi que les hypothèses utilisées pour réaliser ces évaluations. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons également examiné le caractère raisonnable de ces estimations.

- Votre groupe applique la norme IFRS 16 tel que cela est décrit dans la note 4.4 du paragraphe « Contrats de location » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre par la direction, relatives notamment à la détermination de la période exécutoire et au taux d'actualisation pour la détermination de la valeur des actifs au titre des droits d'utilisation et des passifs de loyers des contrats de location immobiliers.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et examiné leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense et Lille, le 15 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

Isabelle Sapet

Antoine Moitié

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES



31 Décembre 2021

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AUX NORMES IFRS

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

TABLEAU CONSOLIDE DE FLUX DE TRESORERIE

ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

<u>Note 1 Description synthétique du Groupe</u>	8
<u>Note 2 Base de préparation des comptes consolidés</u>	8
<u>Note 3 Faits marquants et principales variations de périmètre</u>	12
<u>Note 4 Règles et méthodes comptables du Groupe</u>	12
<u>Note 5 Informations sur l'EBIT courant</u>	23
<u>Note 6 Autres produits et charges opérationnels</u>	25
<u>Note 7 Résultat financier</u>	25
<u>Note 8 Impôts</u>	26
<u>Note 9 Résultat par action</u>	27
<u>Note 10 Regroupements d'entreprises et acquisitions d'actifs isolés</u>	28
<u>Note 11 Participations dans les entreprises associées</u>	28
<u>Note 12 Goodwills</u>	29
<u>Note 13 Autres immobilisations incorporelles</u>	30
<u>Note 14 Droit d'utilisation</u>	31
<u>Note 15 Immobilisations corporelles</u>	31
<u>Note 16 Immeubles de placement</u>	33
<u>Note 17 Dépréciation des actifs non courants</u>	33
<u>Note 18 Actifs et passifs destinés à être cédés</u>	34
<u>Note 19 Autres actifs</u>	34
<u>Note 20 Actifs financiers</u>	35
<u>Note 21 Stocks</u>	36
<u>Note 22 Clients et autres débiteurs</u>	36
<u>Note 23 Trésorerie et équivalents de trésorerie</u>	37

<u>Note 24 Capitaux propres</u>	37
<u>Note 25 Provisions</u>	38
<u>Note 26 Avantages au personnel</u>	39
<u>Note 27 Paiement en actions</u>	41
<u>Note 28 Endettement financier</u>	43
<u>Note 29 Passifs financiers</u>	43
<u>Note 30 Instruments financiers et gestion des risques financiers</u>	44
<u>Note 31 Autres passifs</u>	48
<u>Note 32 Dettes fournisseurs et autres créditeurs</u>	48
<u>Note 33 Transactions avec les parties liées</u>	49
<u>Note 34 Evènements postérieurs à la clôture</u>	49
<u>Note 35 Engagements hors bilan et passifs éventuels</u>	50
<u>Note 36 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2020</u>	51

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AUX NORMES IFRS

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

<i>En milliers d'Euros</i>	<i>Notes</i>	31.12.2021	31.12.2020
Autres immobilisations incorporelles	(13)	161 972	201 731
Droits d'utilisation	(14)	1 998 022	1 933 883
Goodwill	(12)	330 909	307 900
Immobilisations corporelles	(15)	6 849 521	6 496 141
Immeubles de placement	(16)	32 038	42 921
Participations dans les entreprises associées	(11)	39 647	43 801
Autres actifs non courants	(19)	98 995	54 090
Actifs financiers non courants	(20)	274 928	279 419
Impôts différés	(8)	33 867	41 750
Actif non courant		9 819 899	9 401 635
Stocks et en-cours	(21)	4 645 836	3 657 768
Clients et autres débiteurs	(22)	1 137 819	863 538
Créances d'impôt		68 870	55 556
Autres actifs courants	(19)	485 659	424 417
Actifs financiers courants	(20)	230 851	193 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 483 652	1 960 889
Actif courant		9 052 688	7 155 523
Actifs et groupes d'actifs destinés à être cédés	(18)	33 728	81 521
Total Actif		18 906 315	16 638 679

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

<i>En milliers d'Euros</i>	31.12.2021	31.12.2020
Capital	23 659	23 582
Primes liées au capital	616 630	574 989
Réserves consolidées	3 991 698	3 607 574
Résultat de l'exercice	1 434 154	842 392
Capitaux propres part du Groupe	6 066 141	5 048 539
Capitaux propres part des minoritaires	260 425	231 572
Capitaux Propres (24)	6 326 566	5 280 110
Provisions non courantes (25) et (26)	136 656	148 106
Passifs financiers non courants hors dettes de loyers (29)	587 332	471 125
Obligations locatives non courantes (28)	1 881 783	1 807 133
Autres passifs non courants (31)	42 480	108 407
Dettes d'impôts non courantes	53 608	23 013
Impôts différés (8)	198 525	180 175
Passif non courant	2 900 385	2 737 960
Provisions courantes (25) et (26)	172 857	130 749
Passifs financiers courants hors dettes de loyers (29)	1 337 536	1 517 049
Obligations locatives courantes (28)	291 765	279 075
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (32)	6 529 965	5 332 600
Dettes d'impôt courantes	66 407	54 164
Autres dettes et passifs courants (33)	1 257 517	1 247 068
Passif courant	9 656 047	8 560 704
Passifs destinés à être cédés (18)	23 318	59 905
Total Passif	18 906 315	16 638 679

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'Euros	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Chiffre d'affaires Marchandises		25 404 538	21 624 602
Chiffres d'affaires Prestations		693 571	509 430
Autres produits de l'activité		187 600	173 809
Produits des activités ordinaires		26 285 709	22 307 841
Coût des achats complet	(5)	-17 167 501	-14 616 029
Marge des activités courantes		9 118 208	7 691 812
Charges de Personnel	(5)	-4 009 446	-3 511 641
Autres charges de l'activité	(5)	-2 379 255	-2 068 397
Dotations aux amortissements (*)	(5)	-738 708	-715 598
EBIT COURANT		1 990 798	1 396 176
Autres produits opérationnels	(6)	112 507	358 463
Autres charges opérationnelles	(6)	-138 239	-508 695
EBIT		1 965 066	1 245 943
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		29 656	18 046
Coût de l'endettement financier brut (*)		-77 386	-103 853
Coût de l'endettement financier net	(7)	-47 730	-85 806
Autres produits financiers	(7)	144 271	136 278
Autres charges financières	(7)	-108 161	-133 497
Résultat financier		-11 620	-83 025
Résultat avant impôt		1 953 445	1 162 918
Charges et produits d'impôt	(8)	-519 013	-317 437
Quote part du résultat net des entreprises associées		849	-476
RESULTAT NET TOTAL		1 435 282	845 005
Résultat hors groupe		1 128	2 613
RESULTAT NET part du Groupe		1 434 154	842 392
Résultat net part du Groupe par action de base (en Euros)		97,2	57,3

ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'Euros</i>	31.12.2021 (12 mois)	31.12.2020 (12 mois)
Ecart de conversion	57 474	- 465 327
Variation de juste valeur des instruments financiers :		
Gains/pertes sur les couvertures de flux de trésorerie	55 562	- 6 565
Impôts	- 14 280	2 030
Autres éléments du résultat recyclables ultérieurement en résultat	98 756	- 469 861
Ecart actuariel sur engagements de retraite	33 850	- 12 107
Impôts	- 8 647	3 919
Autres éléments du résultat non recyclables ultérieurement en résultat	25 203	- 8 188
Autres éléments du résultat global	123 959	- 478 049
Résultat de la période	1 435 282	845 005
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	1 559 241	366 956
<i>Dont</i>		
Part du Groupe	1 558 084	364 334
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 157	2 622

ETAT CONSOLIDE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'Euros</i>	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves et Résultats Consolidés	Imputations directe en Capitaux	Capitaux Propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux Propres Totaux
Valeur au 01.01.2020	23 527	548 902	-108 479	5 852 865	-1 022 687	5 294 129	235 637	5 529 765
Produits et charges comptabilisés directement en Capitaux Propres					-478 059	-478 059	10	-478 049
Résultat de la période				842 393		842 393	2 612	845 005
Total Produits et charges comptabilisés				842 393	-478 059	364 334	2 622	366 956
Augmentation de capital	56	26 087				26 143	4 642	30 786
Opérations sur actions propres			-12 449			-12 449		-12 449
Distribution de dividendes				-595 191		-595 191	15 709	-579 481
Variation de périmètre					-19 713	-19 713	-27 182	-46 896
Autres mouvements					-8 712	-8 712	141	-8 570
Valeur au 31.12.2020	23 582	574 989	-120 928	6 100 066	-1 529 171	5 048 539	231 570	5 280 110
Valeur au 01.01.2021	23 582	574 989	-120 928	6 100 066	-1 529 171	5 048 539	231 570	5 280 110
Produits et charges comptabilisés directement en Capitaux Propres					123 931	123 931	28	123 959
Résultat de la période				1 434 154		1 434 154	1 128	1 435 282
Total Produits et charges comptabilisés				1 434 154	123 931	1 558 084	1 157	1 559 241
Augmentation de capital	77	41 640				41 717	6 764	48 481
Opérations sur actions propres			8 309			8 309		8 309
Distribution de dividendes				-596 266		-596 266	16 511	-579 755
Variation de périmètre (1)					-10 325	-10 325	1 692	-8 634
Autres mouvements (2)					16 084	16 084	2 730	18 814
Valeur au 31.12.2021	23 657	616 630	-112 619	6 937 953	-1 399 481	6 066 140	260 424	6 326 566

(1) Impact des variations de pourcentage de détention de Megahouse, Gaciv et Valadeo Russie

(2) Contrepartie des engagements de rachat des minoritaires

TABLEAU CONSOLIDE DE FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'Euros	31.12.2021	31.12.2020
Résultat net total consolidé	1 435 282	845 005
<u>Ajustements:</u>		
Elim. du résultat des mises en équivalence	-849	476
Elim. des amortissements et provisions (hors actifs circulants)	844 562	899 911
Elim. des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	17 523	15 214
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	20 938	36 857
Elim. de la charge (produit) d'impôt différé	28 980	-98 802
Elim. du coût de l'endettement financier net	47 730	85 806
Elim. des produits de dividendes	-90	0
Capacité d'autofinancement	2 394 076	1 784 468
Charges nettes d'impôt exigible	490 033	416 239
Capacité d'autofinancement (avant coût de l'endettement financier net et impôt)	2 884 109	2 200 707
Impôts versés	-494 664	-403 055
Incidence de la variation des stocks et en cours	-945 259	-161 285
Incidence de la variation des clients et autres débiteurs	-364 805	-198 954
Incidence de la variation des fournisseurs et autres créditeurs	1035 753	896 700
Incidence de la variation du BFR	-274 312	536 462
Flux liés aux activités opérationnelles	2 115 133	2 334 114
Incidence des variations de périmètre	6 694	-43 037
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-764 004	-562 599
Variation de la dette fournisseurs immobilisations	8 238	-82 746
Acquisition d'actifs financiers	-740	-15
Variation des prêts et avances consentis	-25 985	-233 195
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	48 675	536 825
Variation des créances immobilisations	3 464	-4 728
Cession d'actifs financiers	0	301
Dividendes reçus	5 217	0
Flux liés aux activités d'investissement	-718 442	-389 195
Augmentation de capital	50 466	-19 196
Actions Propres	123	-24 599
Emission d'emprunt bancaire et crédit bail	499 953	284 734
Remboursement d'emprunt bancaire et crédit bail	-791 745	-635 919
Intérêts financiers net versés sur emprunt bancaire et crédit bail	5 085	-37 500
Remboursement de dettes de location et intérêts financiers nets versés	-344 857	-305 403
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe (24)	-596 266	-595 191
Dividendes payés aux minoritaires	16 511	15 709
Flux liés aux activités de financement	-1 160 729	-1 317 365
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	20 575	-42 026
Incidence des reclassements de trésorerie	4 517	-5 822
Variation de Trésorerie	261 054	579 703
Trésorerie d'ouverture	1226 326	646 623
Trésorerie de clôture (23)	1487 381	1226 326
Variation de la trésorerie	261 054	579 703

ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Note 1 Description synthétique du Groupe

La société Groupe ADEO est une société anonyme domiciliée en France, dont le siège social est situé à Ronchin (59). Elle est la mère du groupe nommé ADEO, ci-après dénommé « le Groupe ».

Le Groupe participe à l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie partout dans le monde. Les différentes enseignes du Groupe apportent des réponses complémentaires à tous les besoins des clients.

Le Groupe est consolidé dans un ensemble plus grand, la société de droit français Lebrico.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 21 mars 2022.

Note 2 Base de préparation des comptes consolidés

2.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe Adeo sont établis conformément aux normes comptables internationales (IAS et IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), aux interprétations du Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du Comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC), adoptées par l'Union Européenne et rendues obligatoires à la clôture des comptes. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_en.htm

2.2 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, monnaie de présentation du Groupe. Les tableaux comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte, ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

2.2.1 Normes, amendements de normes et interprétations applicables ou appliquées à compter du 1^{er} janvier 2021

Les normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1er janvier 2021 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe ADEO au 31 décembre 2021. Elles concernent principalement :

- **amendements à IFRS 4** - Contrats d'assurance : Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9;
- **amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16** - Réforme des taux de référence (phase 2)
- **amendement à IFRS 16 Contrats de location** - Allègements de loyer liés à la Covid-19, applicable à compter du 1er avril 2021;

A noter :

Décision de IFRS IC publiée en avril 2021, relative à la comptabilisation des coûts de configuration et de customisation liés à des contrats SaaS (Software as a Service)

Elle n'a pas eu d'impact dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2021.

Décision de l'IFRS IC publiée en mai 2021 relative à la méthodologie de calcul des avantages au personnel et à la période d'acquisition des droits

L'IFRS IC a été saisi sur le sujet des modalités de calcul d'engagements de régimes à prestations définies pour lesquels l'attribution de droits est conditionnée par la présence dans le Groupe au moment du départ en retraite et dont les droits dépendent de l'ancienneté, le montant maximal étant plafonné.

Dans sa décision, l'IFRS IC conclut, au cas d'espèce, qu'aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et que l'engagement doit être seulement comptabilisé sur les dernières années de carrière des salariés concernés.

En conséquence, le Groupe a revu les modalités de calcul actuariel des régimes visés. Les impacts sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021 ne sont pas significatifs; les comptes consolidés 2020 n'ont pas été retraités de cette décision.

2.2.2 Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 31 décembre 2021

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2021 :

- amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service » ;
- amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises – Références au cadre conceptuel » ;
- améliorations annuelles des IFRS Cycle 2018-2020.

Une étude des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces amendements de normes est en cours.

2.3 Date de clôture

Les comptes consolidés sont arrêtés au 31 décembre, sur la base des comptes individuels arrêtés à la même date et retraités pour être en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

2.4 Utilisation de jugements et d'estimations

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction du Groupe l'exercice d'un jugement, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que les informations données dans les notes annexes.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés, les principales estimations portent notamment sur les éléments suivants :

- L'évaluation des ristournes et coopérations commerciales (§ 4.12);
- Les durées d'utilité des actifs immobilisés (§ 4.1; 4.2);
- Les dépréciations des actifs non courants et goodwill (§ 4.5) ;
- Les provisions pour risques et les engagements de retraite (§ 4.11) ;

- La dépréciation des stocks (§ 4.7) et des créances douteuses (§4.6.2);
- L'évaluation des droits d'utilisation et des engagements locatifs retenus dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16 (§ 4.4);
- L'évaluation des positions fiscales incertaines dans le cadre de l'application de l'interprétation IFRIC 23.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances et des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou du fait de nouvelles informations. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les valeurs réelles pourraient s'écarter des estimations.

2.5 Périmètres et méthodes de consolidation

Les filiales, les co-entreprises et les entreprises associées placées sous le contrôle direct ou indirect de la société mère ou sur lesquelles cette dernière exerce un contrôle, un co-contrôle ou une influence notable, sont retenues dans le périmètre de consolidation.

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe.

Le contrôle existe lorsque le Groupe (i) détient le pouvoir sur une entité, (ii) est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et (iii) a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister. Les filiales, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées dans le bilan du Groupe selon la méthode de l'intégration globale.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Le Groupe n'a pas de co-entreprises dans son périmètre de consolidation.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence.

2.5.1 Regroupement d'entreprises

L'ensemble des éléments identifiables de l'actif acquis, du passif et du passif éventuel pris en charge est évalué et comptabilisé à la juste valeur à la date de prise de contrôle. La contrepartie transférée (prix d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont enregistrés en charges de la période.

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entité acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill. À la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe), soit pour un goodwill complet. Dans ce dernier cas, les participations ne donnant pas le contrôle (antérieurement appelées « intérêts minoritaires ») sont évaluées à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables.

Le goodwill est déterminé à la date de prise de contrôle de l'entité acquise et ne fait l'objet d'aucun ajustement ultérieur au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition). Les variations ultérieures des parts d'intérêts dans une filiale qui n'aboutissent pas à

une perte de contrôle sont comptabilisées directement dans les capitaux propres du Groupe. L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à constatation d'un goodwill complémentaire. Le Groupe enregistre la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires en variation des capitaux propres.

En cas d'acquisition par étapes, la quote-part antérieurement détenue par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de la participation est enregistré en compte de résultat. Lors de la perte de contrôle d'une filiale, la quote-part éventuellement conservée par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

2.5.2 Opérations en devises

Conversion des états financiers des entreprises étrangères

Le Groupe n'ayant pas de filiales exerçant leur activité dans des économies en hyperinflation, les états financiers de l'ensemble des entreprises étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère le Groupe) sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- Les actifs et passifs, y compris le goodwill et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes ;
- Les produits et charges sont convertis en euros au cours de change moyen de la période.

Les écarts de conversion qui en découlent sont portés au poste « écart de conversion » inclus directement dans les capitaux propres.

Lors de la sortie d'une activité à l'étranger, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger, est reconnu en résultat.

Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au compte de résultat en produit ou en perte de change. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

2.5.3 Actifs (ou groupe d'actifs) non courants détenus en vue d'être cédés et activité abandonnée

Les actifs ou groupes d'actifs significatifs destinés à être cédés (autres que les cessions courantes) font l'objet d'une présentation sur une ligne distincte du bilan à l'actif et au passif sans retraitement des périodes antérieures.

Les actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. Ils ne sont plus amortis à compter de cette présentation.

Les actifs courants et les passifs ainsi que les actifs non courants exclus explicitement par IFRS 5 faisant partie d'un groupe destiné à être cédé, continuent à être évalués selon la norme qui leur est applicable. Toutefois, lorsque suite à l'évaluation conforme à IFRS 5 de la valeur globale du groupe d'actifs destiné à être cédé, la dépréciation excède la somme du goodwill et de la valeur comptable de ses actifs non courants, le Groupe a choisi de réduire la valeur comptable des autres actifs du groupe destiné à être cédé.

Un actif sera classé en « Actif destiné à être cédé » seulement si la vente est hautement probable dans un horizon maximal d'un an, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente de l'actif a été engagé par la Direction.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte. Une activité est considérée comme abandonnée quand les critères de classification comme activité destinée à être cédée ont été satisfaits ou lorsque le Groupe a cédé l'activité. Sur l'ensemble des périodes publiées, les activités cédées sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat comprenant leur résultat net après impôt jusqu'à la date de cession et le résultat de cession après impôt.

2.6 Présentation de l'information financière

Classification des actifs et passifs en courant et non courant

Les actifs et passifs sont classés, selon leur nature, en éléments courants ou non courants selon que leur date attendue de recouvrement ou de règlement intervient au cours de son cycle d'exploitation normal, soit dans un délai de douze mois à compter de la date d'arrêté comptable. Les impôts différés sont, quant à eux, toujours présentés en actifs ou passifs non courant

Note 3 Faits marquants et principales variations de périmètre

Effets de la pandémie de Covid-19 sur les comptes consolidés

Au cours de l'année 2021, la crise sanitaire a perduré dans les différentes zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce ses activités. Cependant, elle n'a pas eu de conséquences négatives sur l'activité opérationnelle et les performances financières des entités du Groupe.

Variation de périmètre

Au cours de l'exercice, ADEO a procédé à la vente des sociétés suivantes :

- Dompro , le 6 janvier 2021
- Ticket for the Moon, le 20 mai 2021
- Perfhome, le 28 juin 2021
- Decoclico, le 30 Septembre 2021

Ces cessions sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre du Groupe figure en note 36.

Note 4 Règles et méthodes comptables du Groupe

4.1 Immobilisations incorporelles

La comptabilisation d'une immobilisation incorporelle suppose :

- Un caractère identifiable ;
- Le contrôle d'une ressource ;
- L'existence d'avantages économiques futurs.

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprise et ne répondant pas à ces critères sont comptabilisées en goodwill conformément à la note 2.5.

Goodwill

A la date d'acquisition, le goodwill est évalué conformément aux principes décrits à la note 2.5.

Les goodwills ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il existe des indicateurs de perte de valeur. Toute dépréciation constatée est irréversible. Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe 4.5 Dépréciation des actifs.

Les goodwills négatifs sont comptabilisés directement dans le résultat de l'exercice d'acquisition.

Autres Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels acquis séparément par le Groupe sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, ou à la juste valeur pour ceux acquis par voie de regroupement d'entreprise, diminué du cumul des éventuels amortissements et pertes de valeur. Ils sont principalement constitués de logiciels acquis, de coûts de développement des logiciels utilisés en interne et de droits au bail.

Les marques créées et développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan. Les immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilité prévue pour chaque catégorie de biens.

Nature des biens	Durée d'amortissement
Brevets, licences, sites internet	3 à 4 ans
Logiciels	5 à 7 ans
Fichiers clients	3 ans
Marques acquises	durée de vie indéfinie
Droits au bail	durée de vie indéfinie

Les actifs incorporels à durée de vie indéterminée (marques acquises et droits au bail) ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation systématique annuel ou lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Les frais d'acquisition d'immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôts. Les coûts d'emprunt directement rattachables aux immobilisations et encourus au cours de l'exercice sont incorporés à la valeur de l'immobilisation s'ils sont significatifs. La période minimale retenue pour la qualification de l'actif est de douze mois.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement, dès que l'actif est prêt à être mis en service, sur la durée attendue d'utilisation pour chaque catégorie de biens.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces dernières sont amorties séparément.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revus au minimum à chaque fin de période annuelle.

Nature des biens	Durée d'amortissement
Terrains	non amortissables
Constructions (gros œuvres)	30 ans
Etanchéité toiture	12 ans
Autres aménagements extérieurs	5 à 20 ans
Aménagements intérieurs	4 à 20 ans
Matériel informatique	4 ans
Autres immobilisations	4 à 15 ans

4.3 Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu par un propriétaire pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Les immeubles de placement sont inscrits sur une ligne spécifique à l'actif du bilan. La juste valeur est par ailleurs donnée dans l'Annexe. Les modes et durées d'amortissement sont identiques à ceux qui sont utilisés pour les immobilisations corporelles.

4.4 Contrats de locations

Le Groupe applique la norme IFRS 16 relative aux contrats de location depuis le 1^{er} janvier 2019.

Les actifs pris en location dans le Groupe correspondent :

- Essentiellement aux actifs immobiliers, Magasins et Entrepôts, exploités par le Groupe.
- Plus accessoirement à des contrats de location mobiliers, concernant des véhicules, du matériel IT et du matériel de manutention.

Comptabilisation de l'engagement locatif

Les montants pris en compte dans l'évaluation initiale de l'engagement locatif sont :

- Les loyers fixes diminués des avantages restant à recevoir du bailleur
- Les loyers variables basés sur un indice ou un taux
- Le prix d'exercice d'une option d'achat si l'exercice est raisonnablement certain
- Les pénalités de résiliation ou de non renouvellement si leur exercice est raisonnablement certain

Les loyers variables basés sur un indice de performance ou les prestations de services liés au contrat ne sont pas pris en compte dans la détermination du montant du droit d'usage et des dettes de location et sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

L'actualisation du loyer est effectuée au taux marginal d'endettement du preneur. Les taux sont calculés par pays, par échéance moyenne des contrats.

Ils sont déterminés à partir d'un taux sans risque pays (taux souverain ou taux swap par maturité) et tiennent compte d'un spread ADEO.

Cet engagement est ensuite évalué au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La charge d'intérêt financier liée à la dette de location est présentée en « autres charges financières »

Le tableau de flux de trésorerie présente les paiements locatifs (paiement des intérêts et remboursement de la dette locative) en flux de financement.

Le montant de l'engagement est revu lorsque :

- le loyer varie suite à l'application des indices
- la durée du contrat est réestimée
- le contrat de location est modifié

Comptabilisation du droit d'utilisation

La valeur du droit d'utilisation correspond :

- Au montant initial de l'engagement locatif
- Aux paiements d'avance faits au bailleur
- Aux coûts directs initiaux encourus

Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de location retenue pour évaluer la dette de location. Cette charge d'amortissement est présentée en coût des achats complet (pour les actifs de la logistique) ou en dotation aux amortissements pour les autres actifs.

La valeur de l'actif peut être revue en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée ainsi que pour tenir compte des variations des loyers variables basés sur un indice ou un taux.

Le droit au bail est considéré comme une composante distincte du droit d'utilisation.

En cas de sortie avant la fin de la durée estimée, l'impact de la décomptabilisation du droit et de la dette sera enregistré en résultat non courant.

Contrats de location non retraités

Les paiements relatifs aux contrats de courte durée, (durée de moins de 12 mois) ou concernant des biens de faible valeur (inférieurs à 5000 \$ en valeur à neuf) ne sont pas retraités conformément à la norme IFRS 16.

Les loyers variables basés sur un indice de performance, ne sont pas non plus retraités conformément à la norme IFRS 16.

L'ensemble de ces loyers reste donc présenté en compte de résultat en « coût des achats complet » pour des actifs de la logistique ou en « autres charges de l'activité ».

Dépréciation des droits d'utilisation

La mise en œuvre des tests de dépréciation des droits d'utilisation est identique à celle relative aux immobilisations du Groupe (telle que décrite en Note 4.5).

Durée des contrats de location :

La durée du contrat de location correspond à la durée non résiliable du contrat de location, ajustée pour tenir compte :

- Des options de renouvellement prévues au contrat lorsque le Groupe est raisonnablement certain de les exercer
- Des options de résiliation anticipée prévues au contrat lorsque le Groupe est raisonnablement certain de ne pas les exercer.

La période exécutoire des contrats prend fin lorsque le bailleur ou le preneur peuvent tous deux mettre un terme au contrat, sans accord préalable de l'autre partie et sans pénalité économique autre que négligeable. Le contrat ne génère plus alors de dette locative.

Plus particulièrement, dans la détermination au sein de la période exécutoire de la durée raisonnablement certaine d'utilisation des actifs loués ADEO distingue deux catégories de biens - jacents :

- Les actifs immobiliers magasins : la durée correspond à la durée raisonnablement certaine d'utilisation en tenant compte de l'horizon économique que le Groupe a de ses activités. Le Groupe retient donc éventuellement des possibilités de renouvellement ou de sortie anticipée possible, considérant que l'arbitrage tout au long de la durée du contrat dépendra de différents événements liés notamment à la performance de ces sites, du format des magasins, de la concurrence, des travaux récents éventuellement réalisés. Lorsque les contrats incluent des options d'extension, la durée retenue pour le calcul du passif peut inclure celles-ci principalement lorsque la durée d'utilisation prévue des actifs immobilisés, investis initialement ou en cours de vie du contrat, est supérieure à la durée contractuelle initiale.
- Pour les autres actifs immobiliers (entrepôts logistiques, sièges sociaux) et mobiliers : la durée retenue correspond en général à la durée initiale du contrat de location, sans prendre en compte une éventuelle option de prolongation ou se sortie anticipée. En conséquence, ces options ne sont prises en compte que lorsqu'elles sont effectivement exercées.

4.5 Dépréciation des actifs

La norme IAS 36 – *Dépréciation des actifs* définit les procédures qu'une entreprise doit appliquer pour s'assurer que la valeur nette comptable de ses actifs n'excède pas leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de cession et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans, les flux étant au-delà extrapolés jusque 7 ans avec calcul d'une valeur terminale la 8^{ème} année, par application d'un taux de croissance constant (taux de l'inflation), et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs.

En dehors des goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie qui doivent faire l'objet de tests de dépréciation annuels systématiques, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur (dégradation du niveau de rentabilité).

Pour la réalisation de ces tests, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). L'Unité Génératrice de Trésorerie est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif et dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. L'UGT retenue par le Groupe est le magasin. Pour les goodwill, les marques et les actifs de support qui ne pourraient pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation sont effectués au niveau supérieur (à la Business Unit).

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable des actifs de l'UGT excède la valeur recouvrable calculée. Les pertes de valeur sont affectées prioritairement au goodwill. Elles sont comptabilisées en charges dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif. Cependant, la valeur comptable d'un actif, augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif. Une perte de valeur comptabilisée sur un goodwill n'est jamais reprise.

4.6 Instruments financiers

4.6.1 Juste valeur des instruments financiers

La norme IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur définit trois niveaux de juste valeur selon la hiérarchie suivante :

- L'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;
- L'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (niveau 2) ;
- Au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cotations au jour de clôture du bilan. Un marché est considéré comme actif si les cotations sont aisément et régulièrement disponibles d'une bourse, de négociants, de courtiers, d'un évaluateur ou d'une agence de réglementation et que ces cotations sont basées sur des transactions régulières. Ces instruments sont classés en niveau 1.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces différentes méthodes maximisent l'utilisation de données de marché observables, si disponibles, et se fondent peu sur les estimations propres du Groupe. Si tous les éléments requis au calcul de la juste valeur de l'instrument sont observables, cet instrument est classé en niveau 2.

Si un ou plusieurs des principaux éléments de calcul ne sont pas basés sur des données de marché observables, l'instrument est classé en niveau 3.

La ventilation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur est présentée en note 30.

4.6.2 Actifs financiers non dérivés

En application d'IFRS 9 « instruments financiers », les principaux actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVPL) ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVOCI).

Le classement retenu conditionne le traitement comptable de ces actifs. Il est appliqué par le Groupe à la date de comptabilisation initiale en tenant compte des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de ces actifs et du modèle économique de gestion de ces actifs.

Actifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont des instruments de dette (prêts et créances notamment) dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine.

Ces actifs font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites ci-dessous.

Les créances commerciales, les autres prêts et créances, les dépôts et cautionnements, sont inclus dans cette catégorie.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (OCI)

Il s'agit d'instruments dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument à la fois dans le but d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs. Ils sont évalués à la juste valeur;

Les variations de juste valeur seraient comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la cession des actifs sous-jacents où elles seraient transférées en résultat.

Le Groupe ne détient aucun actif classé dans cette catégorie en 2021;

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Sont classés dans cette catégorie tous les instruments qui ne sont pas éligibles à un classement dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût amorti ou dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les investissements dans des instruments de capitaux propres de type action pour lesquels l'option de comptabilisation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'a pas été retenue.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat financier.

Sont classés dans cette catégorie les titres de participation non consolidés détenus par le Groupe pour lesquels l'option de comptabilisation en JVOCI n'a pas été retenue.

Dépréciation des actifs financiers non dérivés

Les créances commerciales et autres actifs financiers courants évalués au coût amorti sont dépréciés à hauteur des pertes de crédit attendues en cas de défaut de paiement sur la durée de vie totale de la créance, en application de la méthode simplifiée autorisée par la norme IFRS 9.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- Les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré ;
- Ou ces droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions.

Conformément à la norme IFRS 9, si le cédant a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité. Si le cédant a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

Dans le Groupe, les effets non échus, escomptés auprès des organismes bancaires, sont recomptabilisés, l'obligation de transférer la quasi-totalité des risques et avantages n'étant pas respectée. Un passif associé est comptabilisé.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les comptes courants bancaires ne faisant l'objet d'aucune restriction. Ils incluent également des actifs financiers de gestion de trésorerie à court terme (moins de trois mois), aisément convertibles en liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur. Étant mobilisables ou cessibles à tout moment, ils sont valorisés à leur juste valeur. Les variations de valeur sont comptabilisées en résultat.

4.6.3 Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers non dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur.

Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti.

Sont notamment classés dans cette catégorie les dettes bancaires, les engagements de rachat d'actions (cf. Notes 4.9 et 4.10) les engagements locatifs et l'ensemble des autres dettes liées à l'exploitation (fournisseurs, autres créiteurs, dettes sociales, ...)

Les emprunts et les dettes financières sont classés en tant que passif courant sauf si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

4.6.4 instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers fermes ou optionnels qualifiés de dérivés et destinés à couvrir les expositions du Groupe aux risques de marché (change et taux).

Le Groupe n'a pas opté pour le volet 3 de la norme IFRS 9 pour l'application de la comptabilité de couverture, Il continue donc d'appliquer les règles d'IAS 39.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés à la juste valeur. Les valeurs de marché sont déterminées à partir des valorisations communiquées par les experts extérieurs et indépendants. Les variations de juste valeur de ces instruments sont toujours enregistrées en résultat, sauf dans le cas de relations de couverture de flux futurs de trésorerie.

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place et l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine et tant qu'elle perdure.

Il existe trois modèles de comptabilité de couverture : la couverture de juste valeur, la couverture de flux futurs de trésorerie et la couverture d'un investissement net à l'étranger.

Le Groupe n'utilise pas la couverture d'investissement net à l'étranger.

Pour les instruments dérivés documentés comme des couvertures de flux futurs de trésorerie hautement probables, les variations de valeur du dérivé sont portées en réserves recyclables à hauteur de la part efficace. Ces réserves sont recyclées en résultat en même temps que la transaction. Les variations de valeur de la partie estimée inefficace sont comptabilisées, quant à elles, en résultat dans le poste « Autres produits et charges financiers ».

Pour les instruments dérivés documentés comme des couvertures d'éléments d'actifs ou passifs enregistrés au bilan (couverture de juste valeur), la comptabilité de couverture permet l'enregistrement en résultat de la variation de juste valeur du dérivé. Celle-ci est compensée par l'impact en résultat de la variation de l'élément couvert inscrit au bilan, au titre du risque couvert. Ces deux évaluations se compensent au sein des mêmes rubriques au compte de résultat et se neutralisent parfaitement si la couverture est totalement efficace.

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financiers »

4.7 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette probable de réalisation. La méthode de valorisation utilisée dans le Groupe est le PMP – Prix Moyen Pondéré. Les stocks sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur coût de revient.

Leur coût de revient est net de ristournes de fin d'année et coopérations commerciales, et incorpore les frais logistiques encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent (frais de manutention et de stockage en entrepôt directement imputables à l'acquisition des marchandises ainsi que les frais de transport jusqu'à l'entrée dans les magasins).

4.8 Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les profits ou pertes nets d'impôt de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle sont imputés directement en capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

4.9 Paiements fondés sur des actions

Une charge est comptabilisée pour refléter l'attribution aux salariés des options d'achat d'actions et l'attribution d'actions gratuites. La contrepartie de la charge de personnel est constatée en dettes dans la mesure où le Groupe Adeo s'engage à racheter les actions. La charge est étalée sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits.

Le montant de cette charge est déterminé de la manière suivante :

- détermination de la juste valeur des options à la date de clôture par l'application d'un modèle d'évaluation (décorrélé de toute condition prévue au plan d'options) ;
- application d'un coefficient de probabilité en fonction des conditions spécifiques de présence.

La juste valeur des options correspond à la juste valeur des services rendus par les bénéficiaires (dirigeants ou salariés du Groupe). Elle est équivalente à la valeur d'un call déterminée par l'application du modèle binomial sur la base des éléments suivants :

- prix d'exercice de l'option ;
- durée de l'option ;
- taux d'intérêt sur la durée de vie de l'option (OAT 4 ans) ;
- valorisation du titre à la date de clôture ;
- volatilité attendue de l'action compte tenu de l'historique ;
- taux de dividende déterminé à partir d'un taux de distribution du résultat sur base d'observations passées appliqué au taux sans risque (afin de refléter le résultat généré dans un univers risque-neutre).

S'agissant des plans d'attribution gratuite d'actions de certaines filiales, l'avantage accordé est comptabilisé en charge à la juste valeur au moment de l'attribution en fonction des caractéristiques des plans, des données de marché lors de l'attribution et d'une hypothèse de présence à l'issue de la période d'acquisition des droits. La charge est étalée sur la durée des plans.

4.10 Engagements d'achats donnés

Le Groupe a consenti aux actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie. Par ailleurs, ces opérations peuvent être exercées à tout moment ou à une date définie. Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en « Passifs financiers ».

La norme d'IAS 27 révisée – *Etats financiers consolidés et individuels*, précise le traitement comptable des acquisitions complémentaires de titres dans les sociétés. Le Groupe a décidé d'appliquer deux méthodes de comptabilisation différentes de ces options de ventes, selon que les options ont été émises avant ou après la date de première application de la version révisée de la norme. Les premières sont traitées selon la méthode du goodwill en cours alors que les secondes sont traitées comme des transactions entre les actionnaires (impact capitaux propres).

4.11 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Le Groupe recense et enregistre l'ensemble des avantages accordés au personnel. Ainsi, le Groupe participe selon les lois et usages de chaque pays à la constitution des retraites de son personnel.

Les engagements du Groupe résultent essentiellement de régimes à prestations définies et sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations, réalisées par des actuaires externes, ont lieu chaque année. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les caractéristiques propres à chaque société (taux de turnover, progression de salaire) et selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé (taux d'actualisation, inflation).

Ces régimes peuvent être soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés.

Pour les régimes à prestations définies financés, la valeur inscrite au bilan au titre des engagements de retraite correspond à la différence entre la valeur actualisée des prestations futures et les fonds d'actifs investis en valeur de marché, destinés à les couvrir.

Pour ces régimes, un excédent d'actifs ne peut être comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe. Si un tel excédent d'actifs n'est pas disponible ou ne représente pas d'avantages économiques futurs, le montant de l'actif comptabilisé au bilan est plafonné.

Les écarts actuariels qui résultent de modifications d'hypothèses ou d'écarts d'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée) sont reconnus directement en capitaux propres. Le coût des services passés, désignant l'accroissement d'une obligation suite à l'introduction d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime existant est comptabilisé immédiatement en charges. Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en Ebit courant.

Certains avantages sont également fournis par des régimes à cotisations définies qui se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Le Groupe n'a pas d'obligation d'effectuer des versements supplémentaires en sus des cotisations déjà versées à un fonds, si ce dernier n'a pas suffisamment d'actifs pour servir les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures. Pour ces régimes, les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) vis à vis d'un tiers, résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe, sans contrepartie au moins équivalente. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Ils ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information en annexe.

4.12 Produits des activités ordinaires

Le chiffre d'affaires inclut les ventes de marchandises réalisées par les magasins, le site WEB et les entrepôts.

Les prestations de services et autres produits des activités ordinaires comprennent essentiellement les diverses prestations facturées par les magasins et les divers produits réalisés de manière accessoire ou dans le cadre d'activités annexes.

Les revenus sont comptabilisés conformément à IFRS 15 pour le montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange du transfert du contrôle des biens au client,

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes réalisées dans les magasins constitue l'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe. Il est comptabilisé lors du passage en caisse des clients en application d'IFRS 15. Le transfert de contrôle intervient lorsque les biens et services sont transférés aux clients.

Les ventes sont assorties d'un droit de retour, et donnent lieu conformément à IFRS 15 à la comptabilisation d'une provision évaluée en juste valeur des retours attendus.

La vente d'un bien ou service assortie de la remise de points de fidélité constitue un contrat comprenant deux « obligations de performance » séparées :

- d'une part, un bien ou service livré immédiatement ;
- d'autre part, un droit à recevoir ultérieurement des biens ou services à prix réduit ou gratuit.

Le montant reçu au titre de la vente est réparti entre les deux « obligations de performance » en proportion de leurs prix de vente spécifiques respectifs.

4.13 Marge des activités courantes

Le coût des achats intègre les achats nets des ristournes et des coopérations commerciales, les variations de stocks nets des provisions pour dépréciation, les escomptes financiers obtenus, les résultats de change sur achats de marchandises et les coûts directs logistiques.

Les coûts logistiques sont les coûts de l'activité logistique, frais de stockage, de manutention et de transport.

4.14 Résultat financier

Le résultat financier est essentiellement constitué par le coût de l'endettement financier.

En application de la norme IFRS 16, sont intégrées dans ce coût les charges d'intérêt relatives aux contrats de location, ainsi que les produits d'intérêts relatifs aux contrats de sous-location financière (non significatif dans le Groupe).

4.15 Autres produits et charges opérationnels

Les opérations non courantes, de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante, sont classées en « Autres produits et charges opérationnels ».

Ce poste inclut notamment les résultats sur cession d'actifs, les dépréciations éventuelles des goodwill, les dépréciations importantes et inhabituelles d'actifs corporels ainsi que les éléments à la fois inhabituels, peu fréquents, significatifs et ne relevant pas de l'exploitation courante.

4.16 Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend les impôts sur les bénéfices exigibles ou différés y compris les ajustements d'impôts sur exercices antérieurs.

L'impôt, qu'il soit exigible ou différé, est directement reconnu en capitaux propres lorsqu'il se rattache à un élément qui a été comptabilisé en capitaux propres à l'origine.

Des impôts différés sont comptabilisés afin de constater l'impôt sur l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable, à l'exception des goodwill non déductibles fiscalement et des différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôts qui ont été

adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, selon la méthode du report variable. L'effet de tout changement de taux d'imposition est comptabilisé en résultat à l'exception de changements relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres à l'origine.

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés lorsqu'un droit juridique exécutoire de compensation existe et lorsqu'ils relèvent de la même autorité fiscale. L'activation des impôts différés est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable au cours de l'exercice suivant ou à moyen terme, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

4.17 Résultat par action

Le Groupe présente un résultat de base par action et un résultat par action dilué, identique au résultat de base, car le Groupe n'a pas émis d'instruments dilutifs significatifs. Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net – Part du Groupe de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice diminué des titres auto-détenus. Le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice est le nombre d'actions en circulation au début de l'exercice, ajusté du nombre d'actions émises au cours de l'exercice.

4.18 Information sectorielle

La norme IFRS 8 ne s'applique de manière obligatoire qu'aux entités dont les titres de capitaux propres ou d'emprunts sont négociés sur un marché organisé ainsi qu'aux entités dont les titres de capitaux propres ou d'emprunts sont en cours d'émission sur un marché public de valeurs mobilières. Le Groupe, n'ayant plus d'instruments financiers émis sur un marché organisé, a donc décidé de ne plus fournir une information financière sectorielle

Note 5 Informations sur l'EBIT courant

Coût des achats complet

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Achats et variations de stocks	-16 230 774	-13 852 145
Coûts logistiques et des prestations de service	-936 727	-763 885
Coût d'achat complet	-17 167 501	-14 616 029

<i>En milliers d'Euros</i>	2021			2020		
	Coûts logistiques	Autres charges de l'EBIT courant	Total	Coûts logistiques	Autres charges de l'EBIT courant	Total
Charges de Personnel	-175 585	-4 009 446	-4 185 031	-133 343	-3 511 641	-3 644 984
Autres charges de l'activité	-80 286	-2 379 255	-2 459 541	-88 346	-2 068 397	-2 156 743
Dotations aux amortissements (hors droits d'utilisation)	-26 641	-460 608	-487 249	-17 201	-470 732	-487 933
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	-20 600	-278 100	-298 700	-25 960	-244 866	-270 826
Coûts de la logistique	-303 112			-264 850		

Charges de personnel

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Rémunération du personnel	-2 454 378	-2 132 077
Charges sociales et taxes	-844 547	-714 230
Intéressement et participation	-572 217	-563 353
Personnel extérieur à l'entreprise	-179 062	-120 453
Crédit d'impôt Compétitivité Emploi	0	155
Autres charges et provisions	40 758	18 318
Charges de personnel	-4 009 446	-3 511 641

Effectif

	2021	2020
ETC de base moyen mensuel	128 266	110 184
Nombre de personnes fin de mois	148 480	134 151

Autres charges de l'activité

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Loyers externes	-17 860	-10 995
Services extérieurs (*)	-2 226 110	-1 861 311
Impôts et taxes	-235 495	-227 472
Autres produits et charges d'exploitation (*)	100 210	31 381
Autres produits et charges d'exploitation	-2 379 255	-2 068 397

(*) Principalement des frais de publicité, de déplacement, d'entretiens et réparations et d'honoraires

Les loyers immobiliers sont constitués essentiellement de la partie variable qui est basée sur un indice de performance et non retraitée conformément à IFRS 16 ainsi que les loyers de contrats non éligibles (durée de vie inférieure à 12 mois et actifs sous-jacents dont la valeur est inférieure à 5 K\$).

Dotations aux amortissements

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles - biens propres (*)	-451 806	-461 854
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles en Crédit bail	-8 802	-8 878
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	-278 100	-244 867
Dotations aux amortissements	-738 708	-715 598

(*) Dont 422 499 k concernent les immobilisations corporelles en 2021 et 420 380 k en 2020

Note 6 Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Reprises sur pertes de valeurs	7 056	8 416
Reprise de provisions pour risques et charges opérationnels	8 666	3 092
Autres produits opérationnels (*)	45 617	10 960
Prix de cession des actifs immobilisés cédés	48 713	334 104
Produits sur cession de participations consolidées	2 455	1 891
Autres produits opérationnels	112 507	358 463

(*) dont 44 M€ d'impacts de l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôts PIS et Cofins au Brésil

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Dotations sur pertes de valeurs sur immobilisations	-54 836	-72 592
Dotation de provisions pour risques et charges opérationnels	-4 501	-50 816
Autres charges opérationnelles	3 068	-4 107
Valeur nette des actifs immobilisés cédés	-81 712	-381 180
Charges sur cession de participations consolidées	-258	0
Autres charges opérationnelles	-138 239	-508 695

Note 7 Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	-22 384	-52 117
Charges financières de crédit bail	-176	-255
Charges financières de location	-54 826	-51 481
Coût de l'endettement financier brut	-77 386	-103 853
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	22 794	13 874
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	6 862	4 172
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	29 656	18 046

Autres produits financiers

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivées	11 453	35 089
Produits d'actualisation	384	574
Gains de change financiers	97 793	85 381
Reprise de dépréciations financières	350	1 619
Autres produits financiers	34 291	13 613
Autres Produits financiers	144 271	136 278

Autres charges financières

En milliers d'Euros	2021	2020
Var. juste valeur dérivés (non qualifiés) - charges	-3 212	-8 157
Var. juste valeur actifs financiers - charges	-3 783	105
Charges d'actualisation	-1 127	-143
Pertes de change financières	-95 182	-119 576
Dépréciations financières	-682	-52
Autres charges financières	-4 175	-5 673
Autres charges financières	-108 161	-133 497

Note 8 Impôts

Analyse de la charge nette d'impôt

En milliers d'Euros	2021	2020
Impôts courants	-490 033	-416 239
Impôts différés	4 408	78 506
Variations des provisions pour risques fiscaux	-33 388	20 297
Impôts sur les bénéfices	-519 013	-317 437

Analyse entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique

L'écart entre la charge d'impôt théorique (taux d'impôt en France : 28,41 %) et la charge d'impôt réelle s'explique de la manière suivante :

En milliers d'Euros	2021.12	2020.12
Résultat avant impôt	1 953 445	1 162 918
Charge d'impôt théorique	-554 974	-372 249
Taux théorique d'impôt (taux courant français)	28,41%	32,02%
Ecarts de taux sur sociétés étrangères	-65 830	-61 882
Réduction d'impôt, crédit d'impôt, écart taux d'impôts exigibles /futurs	-11 147	10 108
Impact IRAP (Italie)	9 608	4 359
Pertes fiscales de l'exercice non activés	8 833	13 570
Autres effets des déficits antérieurs	-5 215	-8 072
Rappel d'impôts exigibles sur exercices antérieurs	28 429	-17 267
Différences permanentes	946	5 922
Autres écarts	-1 586	-1 549
Charge d'impôt réelle	-519 013	-317 437
Taux réel d'imposition	26,57%	27,30%

Impôts différés actifs et passif

Le Groupe présente une position nette d'impôts différés passifs de 165 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre 138 millions d'euros une année auparavant.

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Impôts différés actifs	33 867	41 750
Impôts différés passifs	198 525	180 175
Solde net	164 658	138 426

Variation des actifs et passifs d'impôts différés par origine

<i>En milliers d'euros</i>	Au bilan en 2020	Inscrit dans le résultat	Inscrit en autres éléments du résultat global	Reclassement	Conversion	Autres	Au bilan en 2021
Décalsages temporaires	-116 060	22 586		-8	-1 306	-5 729	-100 517
Provisions réglementées	-118 955	2 487		10	60	-31	-116 429
Immobilisations et amortissements	54 583	-5 678		119	-1 926	211	47 310
Locations et crédits bail	14 400	7 405		137	175	8	22 126
Stocks	17 719	-17 674			532	20	596
Autres (*)	10 059	-5 023	-22 928	-272	514	-254	-17 905
Reports fiscaux déficitaires activés	-172	304			14	16	162
Actifs/Passifs d'impôts différés	-138 426	4 407	-22 928	-14	-1 937	-5 759	-164 658

(*) L'impact des impôts différés sur les autres éléments du résultat global est détaillé dans l'état consolidé du résultat global

Impôts différés non activés

Des actifs d'impôts différés d'un montant de 50 M€ relatifs aux déficits fiscaux reportables et aux autres différences temporaires ne sont pas comptabilisés car leur récupération n'est pas jugée probable (70 M€ au 31.12.2020).

Note 9 Résultat par action

Le résultat de base par action et le résultat par action dilué sont identiques, car le Groupe n'a pas émis d'instrument dilutif. Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Calcul du nombre moyen pondéré d'actions

	2021	2020
Nombre d'actions en circulation au 1er Janvier	14 739 144	14 704 358
Nombre d'actions propres au 1er janvier	-66 961	-65 761
Moyenne pondérée des levées d'options		
Moyenne pondérée des autres augmentations de capital	1817	1391
Moyenne pondérée des actions propres acquises	6463	-3875
Nombre pondéré d'actions en circulation (hors actions propres)	14 747 424	14 701 874
Utilisé pour le calcul de base par action		
Actions à créer potentiellement dilutives (attribution gratuites d'actions)	-	-
Nombre pondéré d'actions en circulation (hors actions propres)	14 747 424	14 701 874
Utilisé pour le calcul du résultat dilué par action		

Calcul des résultats par action

Calcul des résultats par action Résultat de base par action

	2021	2020
Nombre pondéré d'actions en circulation	14 747 424	14 701 874
Résultat net - part du Groupe (en K€)	1 434 154	842 392
par action (en €)	97,2	57,3

Note 10 Regroupements d'entreprises et acquisitions d'actifs isolés

Il n'y pas eu d'entrée de périmètre significative au cours de l'exercice 2021. Dans le tableau de flux de trésorerie les entrées de périmètre sont présentées pour leur prix d'acquisition net de leur trésorerie apportée.

Note 11 Participations dans les entreprises associées

Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans les variations de l'actif net des entreprises mises en équivalence après prise en compte d'ajustements de mise en conformité des méthodes comptables avec celles du Groupe, à partir de la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint est exercé jusqu'à la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint prend fin.

Le tableau ci-dessous présente les comptes du sous groupe ALMA comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence (base 100%).

Les informations financières agrégées relatives aux autres entreprises associées ne sont pas significatives.

	2021
En milliers d'Euros	ALMA
Activités	Foncière
Nature de la relation	Entreprise associée
% d'intérêts et de droits de vote	20%
participation dans l'entreprise associée	35 278
Produits des activités ordinaires	34 557
Resultat net	4 839
Autres éléments du résultat global	-
Résultat global total	4 839
Actifs non courants	482 581
Actifs courants	17 820
Passifs non courants	319 623
Passifs courants	5 023
Actif net	175 755

Note 12 Goodwills

Variation des goodwills

<i>En milliers d'Euros</i>	Valeurs brutes		Pertes de valeurs
Au 1er janvier 2020	382 589	Au 1er janvier 2021	-69 168
Reclassement	974	Reclassement	3
Sortie de périmètre	-3 017	Sortie de périmètre	0
Ecart de conversion	-3 594	Ecart de conversion	116
Au 31 décembre 2020	376 952	Au 31 décembre 2021	-69 052
Au 1er janvier 2021	376 952	Au 1er janvier 2021	-69 052
Sortie de périmètre	-8 357	Sortie de périmètre	8 357
Ecart de conversion	1 048	Ecart de conversion	-514
Autres variations (*)	22 475		
Au 31 décembre 2021	392 118	Au 31 décembre 2021	-61 209

(*) Correspond à l'ajustement de l'évaluation d'un goodwill issu d'une opération de regroupement d'entreprise antérieure à l'exercice, suite à une correction dans le calcul réalisé à cette date, d'un actif d'impôt différé

<i>En milliers d'Euros</i>	
Au 1er Janvier 2020	313 421
Au 31 décembre 2020	307 900
Au 31 décembre 2021	330 909

<i>En milliers d'Euros</i>			
Au 31 décembre 2020	307 900	Au 31 décembre 2021	330 906
Europe	297 847	Europe	320 310
Autres	10 053	Autres	10 596

Les goodwills ont fait l'objet de tests de perte de valeur au 31 décembre 2021 par application de l'approche décrite en paragraphe « 4.5 Dépréciation des actifs ». La démarche n'a pas entraîné de dépréciation de goodwill

Note 13 Autres immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'Euros</i>	Logiciels acquis et créés	Autres incorporelles et en cours	Total
Au 1er janvier 2020	403 194	177 388	580 583
Acquisitions	21 912	5 132	27 045
Développements internes	0	19 251	19 251
Diminution	-9 004	-23 290	-32 294
Variation de périmètre	-181	0	-181
Ecart de conversion	-32 165	-4 965	-37 131
Autres	54 602	-64 736	-10 135
Au 31 décembre 2020	438 358	108 780	547 137
Au 1er janvier 2021	438 358	108 780	547 137
Acquisitions	14 142	3 371	17 513
Développements internes	0	10 280	10 280
Diminution	-32 625	-17 127	-49 753
Variation de périmètre	-8 284	-939	-9 223
Ecart de conversion	3 968	174	4 142
Autres (*)	21 121	-17 852	3 269
Au 31 décembre 2021	436 679	86 687	523 365

(*) Principalement reclassement entre logiciels et autres incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont fait l'objet de tests de perte de valeur au 31 décembre 2021, par application de l'approche décrite en paragraphe « 4.5 Dépréciation des actifs ». La démarche a entraîné la dépréciation d'actifs incorporels à hauteur de 1 M€.

<i>En milliers d'Euros</i>	Logiciels acquis et créés	Autres incorporelles et en cours	TOTAL
Au 1er janvier 2020	-241 764	-61 495	-303 259
Dotations aux amortissements	-56 930	-1 744	-58 674
Pertes de valeurs	-15 706	0	-15 706
Cessions et mises au rebut	6 296	5 289	11 585
Variation de périmètre	110	-269	-159
Ecart de conversion	15 469	-37	15 436
Autres	4 715	660	5 375
Au 31 décembre 2020	-287 810	-57 596	-345 407
Au 1er janvier 2021	-287 810	-57 596	-345 407
Dotations aux amortissements	-49 434	-473	-49 907
Pertes de valeurs	-255	-710	-965
Cessions et mises au rebut	29 709	89	29 798
Variation de périmètre	5 771	929	6 700
Ecart de conversion	-1 638	-14	-1 652
Autres	100	-60	40
Au 31 décembre 2021	-303 557	-57 836	-361 394

Valeurs nettes des immobilisations incorporelles

En milliers d'Euros

Au 1er Janvier 2020	277 324
Au 31 décembre 2020	201 731
Au 31 décembre 2021	161 972

Note 14 Droit d'utilisation

	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
En milliers d'Euros			
Au 1er janvier 2021	2 422 110	-488 227	1 933 883
Augmentation	465 892	-12	465 880
Diminution	-123 870	36 247	-87 623
Dépréciations des droits d'utilisation	0	-19 727	-19 727
Dotations aux amortissements	0	-304 869	-304 869
Ecart de conversion	14 456	-2 422	12 034
Autres mouvements	-28 105	26 550	-1 555
Au 31 décembre 2021	2 750 482	-752 460	1 998 022

Les droits d'utilisation sont essentiellement composés de :

En milliers d'Euros	31/12/2020	31/12/2021		
	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements et	Valeurs nettes
Terrains et constructions (*)	1 859 026	2 620 022	-686 876	1 933 147
Equipements (**)	74 858	130 460	-65 569	64 891
Droits d'utilisation	1 933 883	2 750 482	-752 445	1 998 022

(*) Magasins, entrepôts, sièges sociaux, ..

(**) Véhicules, matériels informatiques, autres

Note 15 Immobilisations corporelles

	Terrains, Constructions et Agencements	Matériels et autres Immobilisations	Immobilisations corporelles en cours VB	TOTAL
En milliers d'Euros				
Au 1er janvier 2020	9 957 982	575 817	488 285	11 022 084
Acquisitions	194 120	37 196	283 498	514 814
Cessions et mises au rebut	-637 452	-33 065	-11 434	-681 951
Variation de périmètre	21 280	-39	2 878	24 119
Ecart de conversion	-729 873	-47 185	-44 291	-821 349
Changement méthode comptable	0	0		0
Autres	136 547	42 739	-192 903	-13 617
Au 31 décembre 2020	8 942 604	575 463	526 033	10 044 099
Au 1er janvier 2021	8 942 604	575 463	526 033	10 044 099
Acquisitions	492 606	48 912	191 193	732 711
Cessions et mises au rebut	-92 690	-14 674	-15 655	-123 019
Variation de périmètre	-666	-1 324	0	-1 990
Ecart de conversion	127 970	9 195	8 577	145 742
Autres	166 519	16 340	-182 909	-49
Au 31 décembre 2021	9 636 343	633 912	527 239	10 797 493

	Terrains, Constructions et Agencements	Matériels et autres Immobilisations	Total
<i>En milliers d'Euros</i>			
Au 1er janvier 2020	-3 129 674	-378 188	-3 507 862
Dotations aux amortissements	-372 233	-55 563	-428 483
Pertes de valeurs	-47 620	-256	-47 876
Reprise de pertes de valeurs	7 319	1 181	8 500
Cessions et mises au rebut	214 486	29 009	243 495
Variation de périmètre	61	28	89
Ecart de conversion	156 646	21 957	178 603
Autres	10 053	-5 164	8 245
Au 31 décembre 2020	-3 160 962	-386 996	-3 547 958
Au 1er janvier 2021	-3 160 962	-386 996	-3 547 958
Dotations aux amortissements	-373 353	-57 326	-430 679
Pertes de valeurs	-23 541	-365	-23 907
Reprise de pertes de valeurs	10 303	247	10 550
Cessions et mises au rebut	51 910	11 993	63 903
Variation de périmètre	226	662	888
Ecart de conversion	-30 187	-4 287	-34 474
Autres	13 721	-17	13 705
Au 31 décembre 2021	-3 511 882	-436 090	-3 947 972

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet de tests de perte de valeur au 31 décembre 2021, par application de l'approche décrite en paragraphe « 4.5 Dépréciation des actifs ». La démarche a entraîné la dépréciation d'actifs corporels pour 23,5 M€.

Valeurs nettes des immobilisations corporelles

	Terrains, Constructions et Agencements	Matériels et autres Immobilisations	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<i>En milliers d'Euros</i>				
Au 1er Janvier 2020	6 828 308	197 629	488 285	7 514 221
Au 31 décembre 2020	5 781 642	188 467	526 033	6 496 141
Au 31 décembre 2021	6 124 461	197 822	527 239	6 849 521

Note 16 Immeubles de placement

<i>En milliers d'Euros</i>	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
Au 1er janvier 2020	54 564	-9 823	44 741
Augmentation	431		431
Dotations aux amortissements		-731	-731
Reprise de perte de valeur		0	0
Diminution	-6 803	3 116	-3 687
Reclassement	2 167	0	2 167
Au 31 décembre 2020	50 359	-7 439	42 921
Au 1er janvier 2021	50 359	-7 439	42 921
Augmentation	21		21
Dotations aux amortissements		-622	-622
Diminution	-2 407	1	-2 407
Reclassement	-7 875	0	-7 875
Au 31 décembre 2021	40 099	-8 060	32 038

Les immeubles de placement ont généré en 2021 des produits locatifs pour 1,5 M€ et des charges opérationnelles directes pour -0,8 M€. La partie des immeubles de placement n'ayant généré aucun produit locatif s'élève à 10,5 M€ en 2021 (20,8 M€ en 2020, essentiellement LionHeart).

Au 31 décembre 2021, les immeubles de placement présentent une juste valeur estimée à 33,4 M€ (42 M€ en 2020). Cette évaluation a été obtenue par des évaluations internes (niveau 2, données comparatives de marché). Celles-ci ont consisté soit à appliquer aux loyers nets annualisés générés (pour les immeubles de placement ayant un revenu locatif) un taux de capitalisation en fonction du pays, de l'emplacement et de la taille des immeubles concernés, soit par détermination d'une valeur de remplacement. La juste valeur retenue est la plus faible des deux.

Note 17 Dépréciation des actifs non courants

Les pertes de valeur constatées au cours de l'exercice ont été évaluées par application de l'approche décrite en paragraphe 4.5 "Dépréciation des actifs ».

Des tests de dépréciation ont été réalisés lors de la clôture du 30 juin 2021 sur base d'indicateur de perte de valeur (faible rentabilité ou rentabilité dégradée), complétés au 31 décembre 2021 sur un certains nombres d'UGT pour lesquelles un risque particulier a été identifié, ainsi que pour les goodwill, marques et actifs de support.

Les taux d'actualisation utilisés pour réaliser ces tests varient de 7,15 % à 17,4 %, en fonction des risques spécifiques pays et des activités. Le taux de croissance long terme, base de l'estimation de la valeur terminale, varie de 0,9 % à 6 % en fonction de la monnaie dans laquelle les flux de trésorerie futurs servant au calcul de la valeur d'utilité ont été établis.

Pertes de valeur sur les actifs incorporels à durée de vie indéfinie

Chaque année, des tests sont réalisés systématiquement sur les goodwill et les marques enregistrés dans les comptes du Groupe.

La variation raisonnable des hypothèses clés correspond pour le Groupe à une variation de 0.5 point des taux d'actualisation et/ou une variation de 10 % des cash flows futurs servant au calcul de la valeur d'utilité.

Les tests de sensibilité réalisés sur les UGT auxquelles sont rattachés les goodwill et les marques n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation complémentaire significatif.

Note 18 Actifs et passifs destinés à être cédés

<i>En milliers d'Euros</i>	Actifs	Passifs
Au 1er janvier 2020	36 311	10 522
Variation	45 210	49 383
Au 31 décembre 2020	81 521	59 905
Variation	-48 520	-36 587
Ecart de conversion sur ouverture	728	
Au 31 décembre 2021	33 728	23 318

Le Groupe tient compte des actifs et passifs détenus disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel, et dont la vente est hautement probable dans un délai de 12 mois.

Ils correspondent d'une part à des magasins et des terrains (aucun passif n'est associé à ces actifs) et d'autre part au reclassement des actifs et passifs des filiales dont une décision de cession a été prise et entre dans les critères IFRS 5. Sont ainsi concernées au 31 décembre 2021 la société SAS 111, pour laquelle un protocole d'accord de cession a été signé en janvier 2022, et d'autres filiales pour lesquelles les décisions ne sont toutefois pas encore formalisées par un accord.

Les variations comptables sont les suivantes :

- La concrétisation de cessions de magasins pour -19,4 M€
- La cession des sociétés Tikamoon et Dompro , classées en ADAEC l'année précédente (-52 M€ à l'actif et -59 M€ au passif)
- Et le reclassement de nouveaux projets de cession pour 22,6 M€ à l'actif et 23,3 M€ au passif.

Note 19 Autres actifs

Composition des autres actifs non courants

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Charges constatées d'avance > 1an	16 818	4 230
Créances diverses > 1 an	82 177	49 860
Autres actifs non courants	98 995	54 090

Composition des autres actifs courants

En milliers d'Euros	2021	2020
Charges constatées d'avance	99 085	85 702
Créances diverses (*)	403 626	347 559
Prov. Autres créances	-17 051	-8 844
Autres actifs courants	485 659	424 417
(*) essentiellement créances fiscales et sociales		

Dépréciations des créances diverses

En milliers d'Euros	2021	2020
Au 1er janvier	-8 844	-4 481
Dotations	-17 341	-11 984
Reprises	9 537	6 070
Autres mouvements	-404	1 552
Au 31 décembre	-17 051	-8 844

Note 20 Actifs financiers

Instruments financiers actifs par catégorie

Actifs financiers au 31 décembre 2020 (en milliers d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie					Juste valeur
		En juste valeur par le résultat	En juste valeur par OCI	Coût amorti	instruments dérivés - Juste valeur par résultat	instruments dérivés - Juste valeur par OCI (CFH)	
Titres de participation (non cotés)	7 600	7 600					7 600
Autres immobilisations financières long terme	271 513			271 513			271 513
Instruments financiers dérivés	307				307		307
Actifs financiers non courant	279 420	7600		271513	307		279 420
Clients et autres débiteurs	863 538			863 538			863 538
Placements non assimilés à des équivalents de trésorerie	123 100			123 100			123 100
Autres actifs financiers courants	2 384			2 384			2 384
Autres instruments financiers	67 871				47 524	20 347	67 871
Actifs financiers courants	193 355			125 484	47 524	20 347	193 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 960 889	1 960 889					1 960 889
Total actifs financiers	3 297 202	1 968 489		1 260 535	47 831	20 347	3 297 202

Actifs financiers au 31 décembre 2021 (en milliers d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie					Juste valeur
		En juste valeur par le résultat	En juste valeur par OCI	Coût amorti	instruments dérivés - Juste valeur par résultat	instruments dérivés - Juste valeur par OCI (CFH)	
Titres de participation (non cotés)	8 314	8 314					8 314
Autres immobilisations financières long terme	266 142			266 142			266 142
Instruments financiers dérivés	472				472		472
Actifs financiers non courant	274 928	8 314		266 142	472		274 928
Clients et autres débiteurs	1 137 819			1 137 819			1 137 819
Placements non assimilés à des équivalents de trésorerie	152 415			152 415			152 415
Autres actifs financiers courants	3 372			3 372			3 372
Autres instruments financiers	75 064				21 565	53 499	75 064
Actifs financiers courants	230 851			155 787	21 565	53 499	230 851
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 483 652	2 483 652					2 483 652
Total actifs financiers	4 127 250	2 491 966		1 559 749	22 037	53 499	4 127 250

Composition des actifs financiers non courants

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Titres de participation	8 314	7 599
Prêts et créances financières (*)	264 757	270 415
Instruments financiers dérivés	472	307
Autres actifs financiers	1 385	1 098
Actifs financiers non courants	274 928	279 419

(*) Dépôts de garanties et créances financières portant intérêt ou faisant l'objet d'une actualisation

Aucune perte de valeur n'a été constatée au cours de l'exercice sur les actifs financiers disponibles à la vente.

Composition des actifs financiers courants

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Placements non assimilés à de la trésorerie	152 415	123 100
Prêts et créances financières	3 372	2 384
Instruments financiers actifs courants	75 064	67 871
Actifs financiers courants	230 851	193 355

Note 21 Stocks

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Stocks et en-cours	4 721 048	3 727 903
Prov. Stocks et en-cours	-75 211	-70 135
Stocks et en-cours	4 645 836	3 657 768

Note 22 Clients et autres débiteurs

Composition des créances et autres débiteurs

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Créances clients	499 145	420 079
Dépréciation des créances clients	-25 824	-23 186
Fournisseurs débiteurs	682 679	484 795
Dépréciations des Fournisseurs débiteurs	-18 180	-18 150
Clients et autres débiteurs	1 137 819	863 538

Les créances clients comprennent les créances dues par nos clients magasins ainsi que les créances sur les affiliés/franchisés du Groupe. Les autres débiteurs comprennent les diverses créances à recevoir notamment des fournisseurs au titre des ristournes de fin d'année et des coopérations commerciales.

Dépréciations des créances et autres débiteurs

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Dépréciation des Créances clients		
Au 1er janvier	-23 186	-18 779
Dotations	-12 972	-10 574
Reprises	8 684	5 842
Autres mouvements	1 650	326
Au 31 décembre	-25 824	-23 186
Dépréciation des Fournisseurs débiteurs		
Au 1er janvier	-18 150	-17 449
Dotations	-8 856	-11 723
Reprises	9 137	10 953
Autres mouvements	-312	69
Au 31 décembre	-18 180	-18 150

Les créances clients font l'objet de dépréciations dans le cadre du modèle de dépréciation simplifiée fondée sur les pertes attendues définie par la norme IFRS 9.

Note 23 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie des sociétés intégrées globalement est entièrement disponible pour le Groupe puisque ce dernier, malgré la présence de minoritaires, contrôle la politique de distribution.

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
OPCVM et autres placements	1 196 282	1 209 534
Disponibilités	1 287 369	751 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 483 652	1 960 889
Concours bancaires courants	-996 271	-734 563
Trésorerie nette	1 487 381	1 226 326

Note 24 Capitaux propres

Capital social et primes liées au capital

Au 31 décembre 2021, le capital est composé de 14 786 969 actions ordinaires et représentant un capital de 23 659 150 euros. La prime liée au capital s'élève à 616 629 601 euros.

Evolution du nombre d'actions

	Nombre d'actions
Emises et entièrement payées au 1/01/2021	14 739 144
Augmentation de capital	47 825
Emises et entièrement payées au 31/12/2021	14 786 969
Actions autorisées non encore émises	
Valeur au pair	1,60 €

Actions propres

En 2021, 55 801 actions sont auto-détenues. En 2020, le Groupe en détenait 66 961. Ces actions sont affectées à la couverture des plans d'options d'achats d'actions et d'attribution gratuite d'actions. Par ailleurs, Groupe Adeo s'est engagé à racheter, pour 37 M€, 42 393 actions propres détenues par des salariés.

Dividendes Proposés

Le conseil d'administration proposera comme distribution relative à l'exercice 2021 un dividende brut de 606 M€ soit une distribution de 40,99 € par action.

Ce dividende provisoire 2021 est calculé sur le nombre total d'actions composant le capital au 31 décembre 2021; Il sera modifié en 2022 pour tenir compte des actions auto-détenues à la date de distribution effective. Le dividende distribué au titre de l'exercice 2020 était de 40,99 € par action, soit 596,3 M€. L'affectation du résultat 2021 n'est pas comptabilisée dans les états financiers au 31 décembre 2021.

Gestion du capital

Au 31 décembre 2021, le capital de Groupe ADEO est détenu par la société Lebrico, la société AUSSPAR et par les salariés du Groupe. Le Groupe est amené à acheter ses propres actions : elles sont acquises en vue de mettre en œuvre les plans d'options d'achat d'actions et les plans d'attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires sociaux.

Note 25 Provisions

En milliers d'Euros	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Autres	Clôture
Provisions pour litiges	43 255	25 234	-5 441	-24 057	788	-40	-130	39 608
Provisions pour litiges prud'hommes	14 536	7 589	-2 242	-3 221	40	0	-1 521	15 181
Provisions pour retours clients	50 088	66 401	-37 345	-16 121	660	-394	-79	63 210
Provisions pour garantie à servir	866	102	0	0	0	-299	235	904
Provisions pour pertes sur contrats	142	0	0	0	0	-183	41	0
Autres provisions pour risques	55 587	16 066	-9 297	-5 966	157	-3 095	6 514	59 966
Provisions pour retraites	59 029	2 160	-2 971	0	-8	-10	-19 684	38 517
Provisions pour restructurations	11 550	-151	-9 466	-43	122	0	-281	1 731
Autres provisions pour taxes	23 725	10 933	-3 670	-2 242	-45	0	15 257	43 958
Autres provisions pour charges	20 077	35 003	-3 704	-3 565	-58	-109	-1 206	46 438
Total provisions	278 854	163 338	-74 137	-55 214	1 656	-4 130	-854	309 512
<i>Dont part non courante</i>	148 106	42 470	-20 368	-19 969	47	-3 396	-10 232	136 656
<i>Dont part courante</i>	130 749	120 868	-53 769	-35 245	1 609	-734	9 379	172 857

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges dans le cours normal de leurs activités (dont des contentieux avec les administrations). Les charges susceptibles d'être estimées avec une fiabilité suffisante et jugées probables par les sociétés et leurs experts, ont fait l'objet d'une comptabilisation de provisions pour risques et charges.

Au 31 décembre 2021, les dotations aux provisions significatives concernent des litiges commerciaux, juridiques, des contentieux fiscaux en cours. Les reprises de provisions s'expliquent essentiellement par des dénouements de litiges et des contentieux fiscaux antérieurs.

Au cours de l'exercice le Groupe a repris des provisions non utilisées ou reconstituées pour 55,2 M€ suite aux gains auprès des tribunaux ou à l'ajustement des provisions par rapport à l'évolution du risque.

Note 26 Avantages au personnel

Selon les règles et pratiques propres à chaque pays, le personnel du Groupe bénéficie d'avantages à long terme ou postérieurs à l'emploi. L'engagement sur ces avantages à long terme s'élève à 175,2 M€ au 31 décembre 2021 (contre 195,8 M€ au 31 décembre 2020) et correspond aux avantages postérieurs à l'emploi (les autres avantages à long terme étant non significatifs au sein du Groupe). Ces avantages prennent soit la forme de régimes à cotisations définies soit la forme de régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Les cotisations à ces régimes sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues. Elles s'élèvent à 20,7 M€ en 2021 et 19,3 M€ en 2020 pour le Groupe. Ce régime libère le Groupe de ses obligations envers les bénéficiaires.

Régimes à prestations définies

Pour les régimes principaux, une évaluation actuarielle est effectuée tous les ans par des experts indépendants.

Les régimes à prestations définies concernent principalement les indemnités de fin de carrière en France et les indemnités de rupture légale en Italie pour la part correspondant à l'ancien régime (TFR).

Hypothèses actuarielles

Les informations suivantes données pour 2020 concernent uniquement les activités poursuivies en 2021.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'estimation des obligations ci-dessus sont les suivantes (ce sont des moyennes pondérées par la valeur totale de l'engagement des deux régimes français et italien) :

	2021	2020
Taux d'actualisation (%)	0,99%	0,66%
Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	1,67%	1,67%
Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	2,79%	2,74%
Taux de revalorisation des rentes attendu sur le long terme (%)	2,70%	2,74%

(*) Moyenne pondérée par la valeur totale de l'engagement des deux régimes français et italiens

Information sur les avantages postérieurs à l'emploi à prestation définie

Evolution de la valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies

Variation de la valeur des engagements	2021	2020
Valeur totale des engagements (DBO) en début de période	194 921	173 269
Coût des services rendus	14 783	13 360
Coût de l'actualisation	1 263	1 467
(Gains) ou Pertes actuarielles	- 31 130	14 310
Prestations payées	- 3 449	- 6 943
Valeur totale des engagements (DBO) en fin de période : (A)	175 202	194 921

Evolution de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies

Variation des actifs de couverture	2021	2020
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	136 749	118 205
Produits financiers sur les actifs de couverture	3 689	3 200
Cotisations versées par l'Employeur	1 469	20 745
Prestations payées par le fonds	- 2 884	- 5 971
Autres (y.c. écarts de conversion)	33	570
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période : (B)	139 056	136 749

Les actifs de couverture permettent de couvrir une partie des engagements des régimes à prestations définies. Aussi, le rapprochement des données du bilan avec l'obligation actuarielle des plans à prestations définies se présente comme suit :

Couverture financière	2021	2020
Situation du régime (A) - (B)	36 146	58 172
Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus		
Coût des services passés non reconnu		
Ajustement lié au plafonnement de l'actif		
Provision / (Actif) au bilan	36 146	58 172

Charge comptabilisée au cours de l'exercice	2021	2020
Coût des services rendus	14 783	13 360
Coût de l'actualisation	1 263	1 467
Rendement attendu des actifs du régime	- 3 648	- 3 159
Amortissement des (Gains) ou Pertes actuariels	-	-
Amortissement du Coût des services passés	-	-
Profit/Perte actuariel comptabilisé au cours de l'exercice	- 31 171	14 269
Charge comptabilisée au cours de l'exercice	- 18 773	25 937

Variation du passif net comptable au bilan	2021	2020
Provision / (Actif) en début de période	59 013	54 978
Charge comptabilisée au cours de l'exercice	11 907	12 032
Ecart actuariels comptabilisée en capitaux propres	- 31 171	14 269
Cotisations versées par l'employeur	- 1 469	- 20 745
Prestations directement payées par l'employeur	- 565	- 972
Variation de périmètre : Acquisitions / Cessions	- 539	-
Autres (y.c. écarts de conversion)	- 549	- 549
Provision / (Actif) en fin de période	36 627	59 013
Répartition des obligations		
Valeur actualisée des obligations non financées	36 627	59 013
Valeur actualisée des obligations financées	139 056	136 749
Juste valeur des actifs	- 139 056	- 136 749
Déficit / (excédent)	36 627	59 013
Ecart actuariels non reconnus	-	-
Passif net reconnu au bilan	36 627	59 013

Analyse de sensibilité

Des tests de sensibilité sur le taux d'actualisation n'ont pas d'impact significatif sur la valeur totale de nos engagements.

Note 27 Paiement en actions

En contrepartie des services rendus, la société Groupe ADEO a octroyé à certains membres du personnel des plans d'options d'achat de Groupe Adeo ou de certaines de ses filiales.

La contrepartie de la charge est constatée en capitaux propres pour les plans d'attribution gratuite d'actions et en dettes pour les plans d'achat d'actions en raison de l'existence d'une promesse irrévocable de revente des titres par les bénéficiaires, ce qui génère un engagement de rachat comptabilisé en dettes.

Plans d'options d'achat d'actions attribués par Groupe ADEO

Caractéristiques des plans d'options émis par la société

- Les options sont indisponibles pendant une période de quatre ans à compter de la date d'attribution ;
- Les options sont exerçables sur une période qui peut prévoir une ou plusieurs périodes annuelles d'exercice ;
- Les conditions attachées à l'exercice des options sont une présence effective et continue au sein de la société émettrice ou de l'une de ses filiales (et toute autre condition spécifique à la société émettrice) ;
- Le prix d'exercice se comprend comme un prix coupon détaché. La levée des options intervient dans tous les cas après le détachement du coupon

Évolution du nombre d'options et du prix d'exercice moyen pondéré sur les périodes 2020 et 2021

	2021		2020	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en début d'exercice	107 843	720,12 EUR	118 432	667,47 EUR
Options émises durant l'exercice	-	-	23 353	792,53 EUR
Options exercées durant l'exercice	- 27 081	636,67 EUR	- 32 818	595,36 EUR
Options annulées ou perdues	- 2 912	692,75 EUR	- 6 336	691,09 EUR
Options ajustées	1 227	739,36 EUR	5 212	761,03 EUR
Options en fin d'exercice	79 077	749,34 EUR	107 843	719,63 EUR
<i>Fourchette de prix</i>	703,95 / 792,53		636,67 / 792,53	

Paramètres de calcul de la juste valeur des différents plans d'options existants

	Plan émis en 2020	Plans émis en 2019	Plan émis en 2018
Juste valeur des options	49,35 EUR	19,81 EUR	23,15 EUR
Prix de l'action lors de l'attribution (prix d'exercice)	792,53 EUR	754,76 EUR	703,95 EUR
Durée de vie résiduelle de l'option	30 mois	18 mois	6 mois
Taux d'intérêt sans risque	0,00%	0,00%	0,00%

La volatilité utilisée dans la valorisation des plans d'options est celle attendue de l'action compte tenu de l'historique : elle est de 5,05 % au 31.12.2021.

Impact sur le compte de résultat (charges de personnel)

L'impact total des plans comptabilisé est de 11,5 M€ en 2021 (5,3 M€ en 2020).

Plans d'attribution gratuite d'actions attribués par Groupe ADEO

Caractéristiques des plans d'actions gratuites émis par la société

- Les actions gratuites sont attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de 2 à 4 ans.
- Les actions acquises définitivement sont suivies d'une période de conservation obligatoire ou facultative de 2 ans.
- Les attributions d'actions gratuites peuvent être soumises pour partie à la réalisation de conditions de performance.

Nombre d'actions gratuites

	2021	2020
Actions gratuites en début d'exercice	20 794	19 454
Actions gratuites exercées durant l'exercice	- 3 620	
Actions gratuites annulées ou perdues durant l'exercice	- 126	
Ajustement	60	1 340
Actions gratuites émises durant l'exercice	18 033	-
Actions gratuites en fin d'exercice	35 141	20 794

Impact sur le compte de résultat (charges de personnel)

L'impact total des plans d'attribution d'actions gratuites comptabilisé est de 8,2 M€ (1,5 M€ en 2020)

Note 28 Endettement financier

La variation de l'endettement financier s'analyse comme suit :

En milliers d'Euros	Ouverture (*)	Flux de trésorerie	Sortie de périmètre	Reclassements	Effets de change	Nouveaux contrats	Juste valeur	Total "non cash"	Clôture
Emprunts obligataires	0	0							0
Dettes financières	832 164	-284 296	-3 988	-725	33 454		-29 779	-1 038	546 831
Obligations locatives	2 086 207	-289 993	0	-10 831	12 163	376 002		377 334	2 173 548
Autres dettes financières	125 194	-10 314	0	-37	125	0	0	88	114 968
Dettes liées aux engagements de rachat d'actions et paiement en actions (*)	245 569	0	0	0	241	0	19 645	19 886	265 455
Endettement financier	3 289 135	-584 602	-3 988	-11 593	45 984	376 002	-10 134	396 271	3 100 803

(*) Dans le cadre de la structure d'actionnariat salariés (FCPE) mise en place par le Groupe, Groupe Adeo a un engagement de rachat des titres détenus par les salariés. Cet engagement a été estimé à 200 M€ et enregistré au passif dans les comptes du Groupe.

Note 29 Passifs financier

Passifs financiers non courants hors dettes de loyers et hors dettes liées aux engagements de rachat d'actions par échéances

En milliers d'Euros	2 021		2 020	
	De deux à cinq ans	A plus de cinq ans	TOTAL	TOTAL
Emprunts et dettes financières assimilées	221 444	115	221 559	115 545
Dettes sur actifs immobiliers financés	27 342	73 420	100 762	110 029
Autres dettes financières	1 813	82	1 895	2 079
Dettes liées aux paiements en actions	54 040	0	54 040	33 914
Instruments financiers passifs non courants	0	0	0	0
Passifs financiers non courants	304 638	73 617	378 255	261 567

* Dettes composées de dettes de crédit-bail et de lease-back retraité selon IFRS 9

Dettes de loyers par échéances

En milliers d'Euros	2021.12
A moins d'un an	291 765
Entre 1 et 2 ans	476 434
Entre 2 et 5 ans	353 340
Plus de 5 ans	1 052 009
Total	2 173 548

Passifs financiers courants hors dettes de loyers et hors dettes liées aux engagements de rachat d'actions

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Emprunts au coût amorti - Courant	325 548	719 568
Dettes sur actifs immobilisés financés (*)	8 064	7 727
Autres dettes financières	6 310	4 507
Instruments financiers passifs	1 344	50 684
Concours bancaires	996 271	734 563
Passifs financiers courants	1 337 536	1 517 049

(*) Dettes composées de dettes de crédit bail et de lease-back retraités selon IFRS 9

Caractéristiques des principaux emprunts obligataires

Le Groupe ne dispose d'aucun emprunt obligataire au 31 décembre 2021.

Lignes bancaires confirmées

<i>En Millions d'euros</i>	Taux	2021				2020	
		à moins d'un an	à plus d'un an	Autorisées	Utilisées	Autorisées	Utilisées
Lignes bancaires confirmées en EUR	Variable	0	1 320	1 320	182	1 265	383
Lignes bancaires confirmées en RUB	Fixe	52	476	528	117	490	435
Lignes bancaires confirmées en UAH	Fixe	15	0	15	12	0	0
Lignes bancaires réservées aux rachats d'actions	Variable	200	0	200	0	200	0

Note 30 Instruments financiers et gestion des risques financiers

Le Groupe est exposé, dans le cadre de l'exercice normal de son activité, à des risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de liquidité. Il détient des instruments dérivés, principalement des achats à terme. Ces instruments ont pour objectif la gestion du risque de taux et de change liée aux activités et au financement du Groupe. Aucun instrument dérivé n'est souscrit à des fins de spéculation.

Composition des instruments financiers dérivés – juste valeur

<i>En milliers d'Euros</i>	ACTIF		PASSIF		NET	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Dérivés non qualifiés	0	0	0	0	0	0
Total des dérivés de taux	0	0	0	0	0	0
Couverture de flux de trésorerie	71 007	38 851	628	43 199	70 379	-4 348
Dérivés non qualifiés	4 529	29 327	716	7 485	3 813	21 842
Total des dérivés de change	75 536	68 178	1 344	50 684	74 192	17 494

Variation des instruments financiers dérivés

En milliers d'Euros	2 021	2 020
Comptabilisé en résultat		
Variation de juste valeur des instruments dérivés (hors couverture)	-18 171	26 932
Variation de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie sortie des capitaux propres	18 860	-1 941
Comptabilisé en capitaux propres		
Ecart de conversion sur les instruments dérivés	-1 454	4 414
Part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	59 984	-5 757
Juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie transférés en résultat	-18 860	1 941

Risque de change

Couverture de flux de trésorerie

Le Groupe est exposé au risque de change sur les achats effectués dans une devise différente de sa monnaie fonctionnelle.

Dans le cadre de la gestion du risque de change, le Groupe a recours à des achats à terme de devises pour les achats de marchandises effectués en dollars américains et en Yuan principalement et en euros pour les entités légales en dehors de la zone euro. La politique du Groupe consiste à couvrir la quasi-totalité des budgets d'achats par des dérivés ayant les mêmes échéances que les approvisionnements budgétés (ces échéances sont généralement à moins d'un an).

La juste valeur nette de ces instruments inscrits au bilan est de +70,4 M€ au 31 décembre 2021 (-4,3 M€ au 31 décembre 2020).

Analyse de la sensibilité au risque de change

L'exposition nette du Groupe, basée sur les montants notionnels après prise en compte des couvertures, se concentre sur le Yuan chinois. Cette analyse de sensibilité est réalisée en supposant que les variables hors cours de change (en particulier les taux d'intérêt) sont constantes. Les cours de change retenus pour le Yuan chinois s'établissaient au 31 décembre 2021 à 1 euro pour 7,1947 yuans.

Une augmentation de 1000 pips (soit 1,4%) du taux de change EUR/CNY engendrerait, hors impôts différés et sur la base de notre exposition nette au 31.12.2021, une diminution des capitaux propres de -13 M€ et une diminution du résultat de -2,5 M€.

Une diminution de 1000 pips (soit -1,4%) du taux de change EUR/CNY engendrerait, hors impôts différés et sur la base de notre exposition nette au 31 décembre 2021, une augmentation des capitaux propres de +13,5 M€ et une augmentation du résultat de + 2,6 M€.

Risque de taux d'intérêt

L'utilisation d'instruments dérivés de taux d'intérêt a pour seul objet de réduire l'exposition du Groupe à l'évolution des taux d'intérêt sur sa dette. L'intervention sur les marchés dérivés n'est effectuée que dans un objectif strict de couverture. L'objectif de ces couvertures est de fixer le niveau de taux d'intérêt pour une partie de la dette prévisionnelle émise à taux variable et donc de sécuriser les résultats financiers futurs en limitant la volatilité possible. Bien qu'ils ne soient pas systématiquement comptabilisés en couverture, tous les instruments de taux d'intérêt sont souscrits dans le cadre de la politique de gestion du risque de taux décrite ci-dessus.

Au 31 décembre 2021, le Groupe ne détient aucun instrument dérivé de taux d'intérêt (comme au 31 décembre 2020).

Analyse de la sensibilité au risque de taux

L'analyse de sensibilité sur les flux de trésorerie pour les instruments à taux variables a été déterminée en tenant compte de l'ensemble des flux variables des instruments non dérivés et des instruments dérivés. L'analyse est préparée en supposant que le montant de dettes financières et de dérivés au 31 décembre

reste constant sur une année. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

Une translation à la hausse (ou à la baisse) de la courbe des taux d'intérêts de 50 bp sur l'ensemble des devises engendrerait, sur la base de la position financière au 31 décembre 2021 un impact non significatif sur les états financiers consolidés.

Gestion du risque client (risque de contrepartie lié aux créances clients)

La politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi régulier.

Les actifs financiers inclus dans les postes « créances clients et autres débiteurs » correspondent majoritairement à des créances vis-à-vis des franchisés, les participations publicitaires et coopérations commerciales des fournisseurs.

L'encours des créances commerciales et de l'activité de crédit dont l'échéance est dépassée a été analysé en Note 22.

Risque de crédit (risque de contrepartie lié aux activités de placement)

Le Groupe est exposé au risque de crédit sur le placement de ses excédents de trésorerie et au travers de l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Le risque de crédit correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Dans le cas des instruments financiers, ce risque correspond à la juste valeur positive.

Le risque de crédit lié aux opérations avec des banques ou des institutions financières est géré par la Trésorerie du Groupe en fonction de la politique du Groupe.

En vue de délimiter le cadre d'exposition aux risques, les contreparties doivent toujours respecter les types de produits définis par le Groupe. L'exposition maximale du Groupe au risque de contreparties correspond aux montants présentés Note 22, hors juste valeur des valeurs mobilières de placement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours des liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance dans des conditions normales, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

La politique du Groupe est de disposer en permanence de financements à moyen et long termes suffisants pour financer ses investissements opérationnels et couvrir une marge de sécurité.

Précisions relatives aux risques d'exigibilité des dettes financières

Les financements bancaires à moyen et long terme contiennent les clauses d'engagement et de défaut habituelles pour ce type de contrat, à savoir maintien de l'emprunt à son rang (pari/passu), limitation des sûretés accordées aux autres prêteurs (negative pledge) et limitation de cession substantielle d'actifs.

À la date de clôture, le principal covenant relatif aux principales dettes groupes qui sont portées par la maison mère est un ratio de levier financier ajusté : Dette nette consolidée ajustée / EBITDA ajusté consolidé hors IFRS 16.

La dette nette consolidée ajustée telle que définie dans les contrats bancaires est différente de celle présentée dans la note 28.

Ces éléments sont repris dans le tableau ci-dessous:

<i>En milliers d'Euros</i>		2021	2020	2021	2020
		(hors IFRS 16)	(hors IFRS 16)	IFRS 16	IFRS 16
Loyers immobiliers		300 179	258 501		
Passifs financiers hors dettes de loyers et hors dettes liées aux engagements de rachat d'actions	note 29	-1 715 791	-1 776 519	-1 715 791	-1 776 519
Obligations locatives	note 29			-2 173 548	-2 086 208
Trésorerie et équivalent de trésorerie	note 23	2 483 652	1 960 889	2 483 652	1 960 889
Endettement financier net		767 860	184 370	-1 405 688	-1 901 838
5 années de loyers		-1 500 896	-1 292 505		
Endettement financier net ajusté		-733 035	-1 108 135	-1 405 688	-1 901 838
EBIT Courant		1 990 798	1 396 176	1 990 798	1 396 176
dotation aux amortissements		-738 708	-715 598	-738 708	-715 598
EBITDA		2 729 506	2 111 774	2 729 506	2 111 774
Retraitement loyers IFRS 16		-282 319	-247 234		
EBITDA		2 447 187	1 864 540	2 729 506	2 111 774
1/3 loyers		100 060	86 167		
EBITDA ajusté		2 547 247	1 950 707	2 729 506	2 111 774
Ratio de levier financier ajusté		0,29	0,57	0,51	0,90

Le ratio de levier financier ajusté en 2021 est de 0,29 en dessous du niveau maximum autorisé dans nos contrats de financements bancaires. Pour information le calcul incluant les retraitements IFRS 16 fait apparaître un ratio de 0,51. Les clauses de ratio sont respectées

Risque sur actions

Le Groupe ne détient pas de participations non consolidées ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

Valeurs de marché des actifs et passifs évalués à la juste valeur

<i>En millions d'Euros</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	2 020
Placements non assimilés à des équivalents de trésorerie	152			123
Instruments dérivés - Actif		76		68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 484			1 961
Dettes liées aux engagements de rachat d'actions			211	212
Instruments dérivés - Passif		1		51

Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de juste valeur entre 2020 et 2021.

Les instruments financiers dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) de niveau 2 sur la base des techniques d'évaluation usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent des paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie.

Les passifs financiers relatifs aux puts minoritaires sont déterminés en appliquant les formules de calcul du contrat et sont, le cas échéant, actualisés. Ces évaluations sont de niveau 3.

Valeurs de marché des actifs et passifs évalués au coût amorti

En millions d'Euros	2 021		2 020	
	Valeur de marché	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur comptable
Titres de participation (non cotés)	8	8	8	8
Prêts et créances financières	265	265	270	270
Autres actifs financiers	1	1	1	1
Créances Clients	473	473	397	397
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	537	537	823	823
Dettes sur actifs immobiliers financés*	109	109	118	118
Autres dettes financières	61	61	38	38

* Dettes composées de dettes de crédit-bail et de lease-back retraité selon IFRS 9

Note 31 Autres passifs

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants se composent essentiellement de dettes fournisseurs sur immobilisations et participation des salariés ainsi que de dettes fiscales. La juste valeur des autres passifs non courants n'est pas significativement différente de la valeur comptable.

Autres passifs courants

En milliers d'Euros	2021	2020
Dettes sociales et fiscales	1 038 579	1 046 205
Autres dettes (*)	179 871	166 311
Produits constatés d'avance <1 an (**)	38 598	34 206
Autres passifs courants	469	346
Autres passifs courants	1 257 517	1 247 068

(*) essentiellement composée de la provision pour carte fidelié

(**) Compte de régularisation essentiellement sur le chiffre d'affaires Pose

Note 32 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

En milliers d'Euros	2021	2020
Dettes fournisseurs marchandises	5 205 147	4 356 254
Dettes fournisseurs frais généraux	848 691	611 890
Dettes fournisseurs immobilisations	99 755	99 730
Autres dettes	376 372	264 726
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	6 529 965	5 332 600

Ces dettes fournisseurs sont à moins d'un an.

Plusieurs filiales ont des accords d'affacturage inversé (reverse factoring) avec des organismes financiers afin de permettre à certains fournisseurs de recevoir par anticipation le paiement de leurs créances. Après analyse, leurs caractéristiques n'étant pas substantiellement modifiées, notamment l'échéance de la dette, ces dettes sont maintenues en dettes fournisseurs.

Ces programmes ne sont pas significatifs au 31 décembre 2021 : les dettes fournisseurs et autres créateurs incluent un montant de 594 M ayant fait l'objet d'un affacturage inversé

Note 33 Transactions avec les parties liées

Transactions avec l'entité mère du groupe

En 2021, aucune transaction significative n'est intervenue avec l'entité mère du Groupe, la société Lebrico, hormis le versement du dividende (cf. Note 24).

Rémunérations des dirigeants

Compte tenu du caractère confidentiel de cette information, celle-ci n'est pas communiquée.

Autres parties liées

Les transactions avec les autres entités définies comme parties liées sont négligeables.

Note 34 Événements postérieurs à la clôture

Conflit Russie Ukraine

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine déclenché le 24 février 2022 et les sanctions internationales annoncées sont des événements postérieurs à la clôture sans lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture au 31 décembre 2021. Ils n'ont donc pas d'impact sur les actifs et passifs du Groupe publiés à cette date.

Le Groupe a des activités dans les 2 pays, avec respectivement 7 magasins en Ukraine et 114 magasins en Russie.

Dès le début du conflit, les magasins Ukrainiens ont été fermés et le Groupe a mis tout en œuvre, dans la mesure du possible, pour assurer la sécurité des collaborateurs.

Concernant la Russie, nous adapterons nos activités dans le pays en fonction des mesures prises par les différentes autorités.

Dans un contexte où la nature et la durée des événements sont incertaines et imprévisibles, il est impossible à ce jour d'estimer les impacts que le conflit aura sur nos activités et nos performances en 2022.

Stratégie immobilière

Pour tenir compte des enjeux de développement futur de ses activités entre le Web et le physique, le Groupe Adeo réévalue en 2022 l'équilibre de ses stratégies immobilières.

Dans cette perspective, le Groupe a pour projet de céder en 2022 les murs d'un certain nombre de magasins dans différents pays, mais dont la liste n'est pas définitive à la clôture de l'exercice 2021. Le Groupe conservera l'exploitation de ces magasins au travers de contrats de location.

A la date de clôture des comptes, compte tenu de l'avancement du projet, les conditions de classement des actifs en actifs destinés à être cédés en application de IFRS 5 ne sont pas remplies (notamment la disponibilité pour une cession immédiate et la cession hautement probable).

Note 35 Engagements hors bilan et passifs éventuels

Engagements donnés et reçus

<i>En milliers d'Euros</i>	2021	2020
Avals et cautions (donnés)	171 753	127 242
Engagement d'acquisition d'immo corp. (donnés)	181 202	200 904
Autres engagements donnés	4 303	7 749
Engagements hors-bilan donnés	357 258	335 895
Avals et cautions (reçus)	83 503	82 371
Autres engagements reçus	38 554	19 340
Engagements hors-bilan reçus	122 057	101 711

Passifs éventuels

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe et/ou de ses filiales qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice.

Aucun litige, pris individuellement, n'est significatif à l'échelle du Groupe.

Note 36 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021

Sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2021

SOCIETES	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation	SOCIETES	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation	SOCIETES	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
Afrique du Sud		France		Pays-Bas	
Leroy Merlin Afrique du Sud	100,00	Achadis	100	Kampen BV	100
Bielorussie		Adeo Services	100	Pologne	
Leroy Merlin Bel	100	Adeo +	100	Adeo Services Business Consul	100
Bésil		Adeo Market Place	100	Bricoman Polska	100
Bricoman Bresil	100	Ares Pro	100	Leroy Merlin Inwestycje	100
Creative real estate incorporacoes e	100	Brico 8	100	Leroy Merlin Polska	100
Leroy Merlin Brésil	100	Brico XI	100	Leroy Merlin Polska Sp. z o.o. S	100
Megahouse	100	Brico XIII	100	Golden Investments SP. z o.o	100
Chine		Brico XVIII	100	Eastway Investments	100
Adeo consulting company	100	Brico XIX	100	Springerville Investments	100
Beijing Terra Incognita Science & Development Co Ltd	100	Brico XX	100	Portugal	
Delbois trading	100	Brico XXI	100	Bricool	100
LM Buildings & Materials China	97,13	Brico XXII	100	Bricolage SA LM Portugal	100
Leroy Merlin Consulting	100	Brico XXIII	100	Brimogal	100
Chypre		Bricolage Investissements Franc	100	Roumanie	
SCB DIY Company Limited	90,00	Bricoman	100	LM Romania SRL	100
Côte d'Ivoire		Campus de l'habitat	100	Inprox Bucuresti SRL	100
Maison et Bricolage	100,00	Cipea	100	Inprox Braila SRL	100
Espagne		Frankreich Bastel 1 GmbH	100	Inprox Oradea SRL	100
Bricoman Espagne	100	Frankreich Bastel 2 GmbH	100	Inprox Galati SRL	100
Immobilier Bricoman S.L.U.	100	GIE Bricofinance	100	Inprox Craiova SRL	100
Immobilier Leroy Merlin S.L.U.	100	Groupe Adeo	100	Immorom Sigma SRL	100
ADEO Holding Iberia SA	100	Hexagone	100	Russie	
Leroy Merlin Espagne S.L.U	100	IDILINK	100	Leroy Merlin Vostok	100
Adeo Logistique Iberia	100	Ilexia II	100	Avtorezerv	100
Grèce		Immobilier Bricoman France	100	Consulting Group Cypry	100
Société grecque de bricolage	90,28	Immo Brico 04	97,50	Elena	100
Italie		Immobilier LM France	100	Kievskoe	100
Bricocenter	100	Iroise d'investissement	100	KIP	100
Bricoman Italia	100	Kbane	100	LLC Kats	100
Casa tua Srl (Italie)	53,00	Kitchen Academy	100	LMT	100
Leroy Merlin Italia	100	LM Abonnements SAS	100	LM Yaroslava	100
Société Italienne de Bricolage	100	Leroy Merlin France	100	Novolesk-Zarechie	100
Nuovo FORD boario S.p.a	100	Leroy Merlin France Brico 1	100	Perspektiva	100
V.S.P. S.p.a	100	Leroy Merlin France Brico 2	100	Pro Vostok	100
Luxembourg		Leroy Merlin France Brico 3	100	Stroy-NK	100
Elysse	100	Leroy Merlin France Brico 4	100	Senegal	
GACIV	21,84	Leroy Merlin GSB	100	NF Habitat	100
Valadeo Russie Groupe Adeo	31,39	Lionheart	100	Ukraine	
Yole Gecalux	100	MSB OBI	100	Leroy Merlin Ukraine	100
Kasakhstan		Négoce et Cie	100	Soltec Group	100
Leroy Merlin Kasakhstan	100	OBI 1	100	Bricolage Ukraine	100
Maroc		Quotatis Groupe SA	100	Vietnam	
Maison et Bricolage	100	SA Objets & Cie	100	Pro & Cie Vietnam	100
		SAS Bricofit	100		
		SAS 111	100		
		SAS Lutèce Invest Immo	100		
		SAS Molveaux	100		
		SCI Moulin de Cage	100		
		SCI Immo Loire	99		
		SCI Les Rochers	100		
		Seine Investissements SAS	100		
		SNC Les ateliers Leroy Merlin	100		
		SASU LM Investments France	100		
		Terra Incognita	100		
		Weldom SA	100		

Sociétés consolidées par mise en équivalence au 31 décembre 2021

SOCIETES	Pourcentage
ALMA (Luxembourg)	20,00
Sam Bé SAS (France)	50,01
PRO REMONT (Russie)	26,15

GROUPE ADEO

Société Anonyme au Capital de 23.659.150,40 €

Siège Social : 135 rue Sadi Carnot

CS 00001

59790 RONCHIN

358 200 913 RCS LILLE METROPOLE

(La "**Société**")

ASSEMBLEE GENERALE (PARTIE ORDINAIRE)

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

DE L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31.12.2021

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale pour vous rendre compte de l'activité de la Société durant l'exercice clos le 31.12.2021, et pour soumettre à votre approbation les comptes consolidés dudit exercice.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leurs rapports toutes les informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toute précision et tout renseignement complémentaire qui pourrait vous paraître opportun.

Nous reprenons ci-après les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

1. Présentation des comptes consolidés

Le Groupe réalise une hausse de son chiffre d'affaires malgré les restrictions d'ouvertures de ses magasins (liée à la crise de la Covid-19) et ce dans la plupart des pays où il exerce une activité.

Les comptes consolidés au 31.12.2021 du Groupe font apparaître un produit des activités ordinaires (I.F.R.S.) de 26.285.709 K€ contre 22.307.841 K€ pour l'exercice précédent.

Compte tenu des événements marquants et de l'activité des filiales exposés ci-après, le résultat net part du Groupe fait apparaître un bénéfice de 1.434.154 K€ contre un bénéfice de 842.392 K€ lors de l'exercice précédent.

Les risques de contrepartie ainsi que les risques de liquidité sont exposés dans les notes des annexes.

2. Faits marquants de l'exercice

a. Evolutions du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe établis au 31 décembre 2021 regroupent les comptes des sociétés dont la liste est donnée en annexe aux comptes consolidés.

Les entrées et sorties du périmètre sont les suivantes:

Entrées de périmètre :

Sociétés créées au cours de l'exercice :

- société de droit chinois Terra Incognita Chine ;
- société de droit français Leroy Merlin France brico 1 ;
- société de droit français Leroy Merlin France brico 2
- société de droit français Leroy Merlin France brico 3
- société de droit français Leroy Merlin France brico 4
- société de droit français BRICO XXI
- société de droit français BRICO XXII
- société de droit français BRICO XXIII
- société de droit polonais Adeo Services Business Consulting

Société acquise au cours de l'exercice :

- société de droit brésilien Creative real estate incorporacoes e negocios Ltda

Sorties de périmètre

Sociétés liquidées au cours de l'exercice :

- société de droit chinois Leroy Merlin Construction Décoration Engineering co Limited
- société de droit italien Zodio Italie
- société de droit belge Quotatis Belgium BVBA

Sociétés fusionnées au cours de l'exercice :

- la société de droit français SCI Lingostière Investissement
- la société de droit brésilien Zodio bresil
- la société de droit ivoirien NF Habitat
- les sociétés de droit espagnol Zodio Espagne et Quotatis Espagne
- la société de droit kazakhstan Leroy Merlin Kazakhstan Invest LLP

Sociétés cédées au cours de l'exercice :

- La société de droit français Perfhome
- La société de droit français DOMPRO
- La société de droit français Ticket for the moon
- La société de droit allemand Tikamoon GmbH
- La société de droit français Decoclico
- La société de droit indonésienne PT Limas belas

Autres évolutions du portefeuille d'activités

Il n'y a pas eu d'autre évolution de périmètre ayant un impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

b. Autres faits marquants

Néant

3. Evènements post-clôture

Cf rapport de gestion des filiales.

- La société de droit français SAS 111 a été cédée ;
- Les sociétés de droit russe Kievxkoe, LM Yaroslavka et LLC KATS ont été absorbées par Leroy Merlin Vostok

Nous vous rappelons que la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 constitue un événement qui perdurera au cours de l'exercice 2022.

Par ailleurs, le conflit en Ukraine est susceptible d'avoir un impact sur l'activité du groupe en 2022.

4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

(art. L232-1 et R225-102 du code de commerce)

Pour 2022, le Groupe réaffirme son ambition de conquête de nouvelles parts de marchés.

Il doit donc poursuivre une dynamique d'expansion importante, tout en transformant ses entreprises pour s'adapter à l'évolution de son environnement, notamment des conséquences de la crise de la Covid-19.

5. Retraitement de l'information comparative et changement de méthode comptable

Aucun retraitement de l'information ou de changement de méthode comptable à signaler.

6. Activités en matière de recherche et développement

Cf rapport de gestion des filiales.

7. Liste des sociétés consolidées

La liste des sociétés consolidées est présentée en Note 37 de l'annexe aux états financiers consolidés.

8. Activités des sociétés du groupe

Les chiffres présentés ci-après ont trait aux Business Units et non aux entités juridiques.

L'AMELIORATION DE L'HABITAT POUR LE PARTICULIER

LEROY MERLIN FRANCE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 135

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 28.376

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 437. 816

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 7.576.218

Depuis quelques années, Leroy Merlin France met en action sa Vision 2025. Pour répondre à sa mission « Construisons avec tous les nouvelles façons d'habiter pour mieux vivre demain », Leroy Merlin France a choisi de s'ouvrir et de s'organiser en mode plateforme pour devenir l'Évidence Habitat, en répondant à tous les besoins des Habitants Particuliers en France. Cette organisation s'articule autour de 3 partis pris:

- Le triptyque : Habitants / Habitat / Habiter,
- Une logique de composants autour d'un cœur commun,
- Une plateforme ouverte et utile à soi, aux autres et au monde.

Tout au long de l'année 2021, l'activité a été impactée par la pandémie de la Covid-19 : couvre-feu et confinement national, horaires d'ouverture des magasins modifiés et restreints, fermeture de magasins et de rayons considérés comme « non-essentiels ».

Au total, une trentaine de magasins a été fortement impactée par les mesures de fermeture. Cependant ils ont réussi à maintenir 70% de leur chiffre d'affaires pendant ces périodes de restrictions, confirmant l'appétence des français pour le secteur du bricolage et la fantastique capacité des équipes à s'adapter au contexte.

Ces périodes d'activités fortes malgré les perturbations sanitaires ont entraîné un dérèglement de l'appareil productif et logistique: montée du cours des matières premières, explosion du coût des transports (et notamment des transports longue distance) et difficultés d'approvisionnement.

Ce contexte s'est poursuivi et accentué jusqu'à la fin de l'année entraînant une tension forte sur les marges.

Par ailleurs, au cours du mois de mars, un navire a obstrué la voie navigable du canal de Suez, paralysant une partie du trafic maritime mondial durant une semaine. Au total, 422 navires chargés de 26 millions de tonnes de marchandises ont été bloqués, retardant ainsi une partie des livraisons.

Les enjeux magasin se sont portés notamment sur la disponibilité et la délivrance des produits et Leroy Merlin France a réussi à maintenir de bons niveaux de promesse client et omnicanale malgré les pénuries mondiales : Leroy Merlin France est maintenu dans le top 3 des entreprises phygiales tout au long de l'année 2021.

Dans ce contexte complexe et inédit, Leroy Merlin France a réalisé une année de croissance forte :

- +13,3% de volume d'affaires global. Certains rayons ont connu une progression historique portée par le contexte sanitaire (ex jardin)
- +55% de volume d'affaires online et l'enseigne est devenue le premier acteur digital du bricolage dans le classement Fevad 2021. Les commandes web ont été multipliées par 5 en 4 ans.

Leroy Merlin France a conquis de nouveaux territoires, par l'agrandissement et l'amélioration permanente de son parc de magasins, avec notamment le transfert du magasin de Lyon Bron à Lyon Grand Parilly, l'ouverture de Béziers et le remodeling de Châteauroux.

L'enseigne a amélioré la régionalisation et la délivrance des commandes par l'ouverture de quatre nouveaux entrepôts et la mécanisation de l'entrepôt de Réau.

Leroy Merlin France a développé un commerce plus durable avec ses actions RSE : lancement du service produits d'occasion tant en magasin qu'online, amélioration de son empreinte carbone pour des magasins plus durables et approvisionnés en énergie verte.

Leroy Merlin France poursuit le développement de sa Plateforme Habitants Particuliers en renforçant ses partenariats avec les entreprises composantes.

Sa conquête s'appuie sur de nouveaux outils ou process tels que les approvisionnements automatisés, les actes de vente en mobilité, ou les étiquettes électroniques. La création de valeur s'appuie sur 5 piliers : environnementale/sociétale, partenaires, habitant, humaine, économique.

Enfin, LEROY MERLIN a été consacrée en 2021 "enseigne préférée des français".

LEROY MERLIN ESPAGNE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 122

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 16.086

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 115.240

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 2.890.534

Malgré quelques confinements partiels en début d'année et une fluctuation très forte des prix d'achat au cours du dernier semestre, Leroy Merlin Espagne a fortement dépassé ses objectifs et amélioré plusieurs éléments de gestion, comme la productivité et la rotation de ses stocks.

Leroy Merlin Espagne a augmenté sa part de marché, grâce au développement de ses ventes digitales, à l'ouverture de trois nouveaux magasins, à la transformation des derniers magasins sous enseigne Aki en Leroy Merlin et à l'augmentation du nombre de clients professionnels.

Les principaux axes de travail ont été centrés sur la satisfaction client et collaborateur, en mettant ces deux collectifs au cœur des préoccupations et des décisions de Leroy Merlin Espagne. En parallèle, l'enseigne a continué sa transformation digitale et sa conversion en entreprise plateforme.

Enfin, Leroy Merlin Espagne a renforcé tous les éléments liés à son cadre Make It Positive et sa vocation à être utiles à soi, aux autres et à toute la société.

LEROY MERLIN PORTUGAL

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 48

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 5.786

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 55.136

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 786.831

L'année 2021 a été marquée par une dynamique commerciale freinée par les soubresauts de la pandémie: instauration de mesures de confinement partiel et de restrictions commerciales. Ainsi, les horaires d'ouverture le Week End ont été limités au cours du trimestre et une partie des magasins a été inaccessible.

Malgré ces contraintes, Leroy Merlin Portugal a poursuivi son engagement pour assurer une sécurité toujours plus forte de ses collaborateurs et de ses clients. Un focus important a été mis pour développer des actions de solidarité avec son écosystème et inscrire son action chaque fois dans un tissu local au service d'une ambition nationale (ex: campagne de don à la croix rouge).

Sur un plan opérationnel, Leroy Merlin Portugal a ouvert deux nouveaux magasins (Funchal sur l'île de Madère et Alta de Lisboa dans la capitale). La transformation de ses magasins de proximité s'est terminée en fin d'année. Cela a permis de supporter une dynamique commerciale positive. En outre, pour accompagner le développement de l'ensemble de ses canaux de vente, Leroy Merlin Portugal a continué à investir dans son schéma logistique pour être toujours plus efficace sur sa promesse faite aux habitants.

LEROY MERLIN ITALIE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 50

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 8.022

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 46.386

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 1.628.426

L'année 2021 a été marquée par les vagues pandémiques, des périodes, notamment au premier trimestre de l'année, de fermetures de magasins lors des week-ends et de fortes limitations sur la nature des produits pouvant être commercialisés. L'année a cependant été très satisfaisante pour Leroy Merlin Italie qui a dépassé ses attentes budgétaires.

LEROY MERLIN BRÉSIL

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 45

Nombre de collaborateurs à fin 2019 : 10.438

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 155.427

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 1.096.734

L'année 2021 a été marquée autant par la Covid-19 que par le fort attrait des clients à améliorer leur habitat. L'exercice s'est clôturé au-delà des attentes, tant en termes de volume d'affaires que de résultat, à des niveaux records.

A l'exception des fermetures de magasins dans la région de São Paulo, le volume d'activité de Leroy Merlin Brésil est resté très élevé au cours du premier semestre, profitant d'une demande et d'un flux clients exceptionnels. Avec la réouverture graduelle des commerces en fin de semestre, le flux client s'est altéré pour retrouver des niveaux proches de celui de l'exercice 2019. Cet ajustement s'est poursuivi et accentué légèrement sous l'effet d'une forte inflation des prix des matériaux de construction et des difficultés d'approvisionnement, notamment pour les produits importés.

La transformation de Leroy Merlin Brésil en entreprise plateforme multiformat s'est poursuivie, renforçant ses canaux de communication et de vente et ce, afin de répondre à l'accélération de la digitalisation de ses activités et l'intérêt croissant de ses clients pour des modes de retraits / livraisons de produits ou services toujours plus efficaces.

D'un point de vue opérationnel, l'enseigne a ouvert son 43ème magasin, à Santos, qui marque une étape importante dans sa stratégie d'actualisation du parc ainsi que le développement d'une stratégie orientée sur la diversification de ses clients (architectes, entreprises...). Enfin, la confirmation d'un jugement de la Cour Suprême, permet à Leroy Merlin Brésil d'enregistrer un profit exceptionnel significatif et de réaliser une année historique.

LEROY MERLIN POLOGNE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 73

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 13.242

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 127.147

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 1.698.079

Malgré les restrictions dues au contexte sanitaire, les résultats annuels de Leroy Merlin Pologne ont largement dépassé le budget et ont fortement progressé par rapport à l'année précédente. L'augmentation du chiffre d'affaires est liée principalement à l'augmentation de la valeur du panier moyen et, dans une moindre mesure, à l'inflation du prix d'achat et de vente des marchandises.

Leroy Merlin Pologne a réussi à assurer la disponibilité des produits malgré la pénurie du marché.

En 2021, Leroy Merlin Pologne a développé ses ventes sur le canal en ligne. Par ailleurs, l'accent a été mis sur un traitement plus rapide des commandes des clients, notamment lors de la livraison du dernier kilomètre.

Face aux difficultés de recrutement de nouveaux employés, Leroy Merlin Pologne a introduit une nouvelle stratégie de rémunération de ses employés, lui permettant d'augmenter la fidélité et la satisfaction de ses employés.

Toutes ces activités ont permis à Leroy Merlin Pologne d'augmenter sa part de marché. C'est la seule enseigne de bricolage dont le nombre de clients a augmenté. Elle a par ailleurs réalisé un chiffre d'affaires supérieur à un milliard de zlotys.

2021 a également été une très bonne année pour le développement de l'enseigne. Cinq magasins ont été ouverts situés à Gorzów Wielkopolski, Bydgoszcz, Kutno, Gdynia et Łódź Bałuty.

LEROY MERLIN RUSSIE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 112

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 41.405

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 372.499

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 5.264.860

Le résultat de 2021 de Leroy Merlin Russie et Kazakhstan a dépassé les objectifs fixés, grâce notamment au développement du E-Commerce et du PRO.

Grâce aux résultats élevés et dans le but de soutenir les employés pendant une période de forte inflation, il a été décidé de procéder à une indexation non programmée des salaires en juin et d'anticiper celle de décembre à octobre. Cette politique salariale a entraîné une augmentation des frais de personnel, supérieure à celle budgétée.

Le changement de modèle économique de l'entreprise, le développement du PRO et du e-commerce, a nécessité l'embauche de personnel. Les ventes sur la marketplace ont été multipliées par cinq en 2021 et a gagné son premier milliard de roubles. Huit nouveaux magasins ont été ouverts au cours de l'année. Par ailleurs, tous les magasins de petites tailles ont été fermés.

LEROY MERLIN GRÈCE ET CHYPRE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 8

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 1.285

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -14.200

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 156.813

2021 a été fortement affectée par la crise de la Covid-19. Les magasins ont été fermés et ont dû réduire leurs horaires d'ouverture. Ces restrictions ont néanmoins permis à Leroy Merlin d'accélérer sur deux projets démarrés en 2020: 1) la mise en place complète de son nouveau système d'information et 2) l'optimisation de la supply chain. Par ailleurs, Leroy Merlin a été confronté aux hausses des prix des matières premières et du transport. En parallèle, l'enseigne a continué de développer les outils de vente de distance afin d'améliorer l'expérience client, ce qui lui a permis de développer son chiffre d'affaires sur ce canal.

LEROY MERLIN UKRAINE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 7

Nombre de collaborateurs à fin 2021: 761

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -4.437

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 77.512

Malgré une situation très compliquée au cours des quatre premiers mois de 2021, Leroy Merlin Ukraine a réalisé une augmentation significative de son chiffre d'affaires et a dépassé ses prévisions. Celle-ci est liée principalement à l'augmentation du prix de vente de ses marchandises (contrainte par la hausse de leur prix d'achat) et, dans une moindre mesure, à l'accroissement de ses ventes online.

Les bons résultats ont permis une indexation globale des salaires en octobre pour tous les employés de l'enseigne.

En 2021, Leroy Merlin Ukraine a poursuivi sa transformation technologique en lançant notamment un "dark store", permettant d'assurer une meilleure préparation des commandes internet.

LEROY MERLIN ROUMANIE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 19

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 2.940

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 38.780

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 517.453

Au cours de l'exercice 2021, Leroy Merlin Roumanie a ouvert son 19ième magasin à Targoviste et a débuté les travaux de son 20ième magasin à Brasov. Par ailleurs, depuis juillet, 100% de sa gamme active est disponible en Click&Collect et en E-commerce.

A compter du 25 octobre 2021, l'activité de Leroy Merlin Roumanie a été fortement impactée par de nouvelles restrictions Covid-19 qui ont limité l'accès dans tous ses magasins aux clients vaccinés, entraînant une diminution du nombre de clients de -14,6% vs 2020 et -14,2% vs 2019. En dépit de toutes ces restrictions, Leroy Merlin Roumanie a réalisé une bonne année.

LEROY MERLIN AFRIQUE DU SUD

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 4

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 838

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -11.792

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 83.296

L'année 2021 a été marquée par la pandémie mondiale de la Covid-19 (Variant Delta en juin 2021/vague Omicron courant Décembre 2021), impactant d'une façon générale la consommation des habitants d'Afrique du sud. Le pays a ainsi subi plusieurs vagues de restrictions (interdiction de rassemblement de personnes, couvre-feu), sans toutefois aboutir à la fermeture des magasins. L'année aura aussi été marquée par des émeutes intervenues courant Juillet 2021, rapidement maîtrisées par les autorités. Cet événement a eu comme conséquence un net recul du flux clients de l'enseigne de juillet à septembre.

Leroy Merlin South Africa compte désormais 4 magasins avec l'ouverture fin mars 2021 du magasin de Fourways. L'année aura été consacrée à préparer et à améliorer le fonctionnement et l'efficacité des trois magasins existants, à accélérer le développement des activités digitales dont la marketplace et à consolider les flux en Supply chain.

La progression du chiffre d'affaires à surface égale atteint +14.8% pour un chiffre d'affaires total hors taxe de 1 434 915 Rand. L'année 2022 sera consacrée à poursuivre la consolidation des magasins existants, en vue d'affiner encore le Business model de demain, à continuer l'investissement en matière digitale en vue de préparer ses futures étapes de développement sur le territoire sud africain au sortir de la pandémie mondiale.

WELDOM

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 23 (Weldom « intégrés »)

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 1.250 (dont 557 Weldom Services et 693 Weldom « Intégrés »)

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 23.341 (dont 15.886 Weldom Services et 7.455 Weldom « Intégrés »)

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 449.914 (dont 294.853 Weldom Services et 155.061 Weldom « Intégrés »)

Weldom Franchises : En 2021, Weldom a superformé un marché déjà très bien orienté ce qui lui a permis d'atteindre son record historique de volume d'affaires. Outre cette activité en nette croissance, l'année 2021 a été marquée par :

- la reprise de son expansion : 218 magasins Weldom au 31/12 (soit + 8 par rapport à 2020) et 166 magasins club partenaires (soit + 34 par rapport à 2020)
- la mise en service depuis octobre de son nouveau site internet
- une excellente performance sur son activité logistique avec des coûts en nette amélioration
- la bonne gestion de la hausse de ses coûts d'achats liée à une situation mondiale tendue sur les matières premières en particulier

Weldom intégrés: Comme Weldom Franchise, les magasins intégrés ont surperformé le marché en 2021. Cette forte croissance a permis une croissance des résultats des magasins de 50%. A l'exception de la mise en chantier de deux remodelings de magasins (Mâcon et Aurillach), dont les travaux se termineront début 2022, il n'y a pas eu d'événement opérationnel majeur.

BRICOCENTER (ITALIE)

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 49

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 1.446

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 6.732

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 284.644

Le début d'année a été influencé par les restrictions provoquées par la pandémie de la Covid-19. Pendant les premiers mois, les magasins ont été contraints de réduire leurs horaires d'ouverture les week-end, jours fériés et les jours précédents les jours fériés et la liberté de circulation des italiens a été réduite. Au

regard de l'expérience acquise l'année précédente, Bricocenter renforcé la mise en œuvre des mesures de protection de la santé et de la sécurité de ses clients et de ses collaborateurs.

Bricocenter a également continué à développer de nouveaux services pour répondre aux besoins de ses clients : catalogue produits on-line, livraison des produits à domicile, pose, click & collect. Les mois d'été lui ont permis de retrouver un rythme normal. Toutefois, le retour des restrictions fin 2021 liées à la Covid-19 a de nouveau impacté négativement son activité.

Malgré ce contexte difficile, Bricocenter termine l'année avec un résultat en progression.

TERRA INCOGNITA

En chiffres (France)

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 10

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : --3.309

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 2.910

Terra Incognita a développé son activité de seller sur les principales Marketplaces en Allemagne, Pays Bas, Suède et Turquie. Tout en consolidant son activité sur Amazon, Terra Incognita a ouvert sa boutique sur Ebay et Kaufland. Dans le souci d'étendre son offre disponible en Europe, il a été ouvert, en partenariat avec Katoen Natie, un entrepôt à Anvers, en Belgique.

Terra incognita assure également un rôle d'exportateur pour MAISON ET BRICOLAGE Maroc et Côte d'Ivoire qui en 2021 ont permis de déstocker des quantités importantes de produits en fin de vie en provenance des filiales européennes de Adeo (Leroy Merlin France, Weldom et Bricocenter).

MAISON ET BRICOLAGE MAROC

En chiffres

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 3

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -184

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 302

L'année 2021 se termine en dessous des objectifs, qui conduit Maison et Bricolage Maroc à mettre fin à sa collaboration avec la marketplace Jumia. Seule marketplace présente au Maroc, Jumia n'est pas capable de soutenir la croissance de Maison et Bricolage Maroc. De nouvelles perspectives s'ouvrent en 2022 avec l'arrivée de deux nouvelles Marketplaces au Maroc.

MAISON ET BRICOLAGE (COTE D'IVOIRE)

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 5

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -175

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 976

Les performances commerciales sont à la hauteur des objectifs en 2021. Maison et Bricolage construit son commerce sur deux piliers: une offre permanente étendue (plus de produits et une montée en prix progressive) et des "arrivages" sélectionnés parmi les produits en fin de vie des filiales européennes de Adeo.

En 2021, Maison et Bricolage a pris activement part à l'initiative LIVE2 mené par Newhood en mettant à disposition les produits "secondes oeuvres" et "décoration" pour les deux maisons témoins construites à Abidjan. Cette initiative a ouvert de nouvelles opportunités de business ainsi que des perspectives de coopération avec d'autres enseignes installées dans le pays.

L'AMELIORATION DE L'HABITAT PAR LE PROFESSIONNEL

BRICOMAN FRANCE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 36

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 2.113

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 13.271

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 618.390

En 2021, Bricoman France a atteint sa meilleure progression de chiffre d'affaires à surface égale de son histoire. Cette excellente performance est en partie liée à la crise sanitaire de la Covid 19, qui a contribué à l'explosion de la demande sur le marché des chantiers de rénovation. Malgré les difficultés d'approvisionnement, et grâce à une forte mobilisation des équipes en centrale d'achats et en magasin, Bricoman a su satisfaire la demande de sa clientèle cible, les entreprises générales du bâtiment de moins de 10 salariés.

Un nouveau programme de fidélité a été lancé avec succès en avril, qui a permis à Bricoman de mieux connaître ses clients pour mieux les satisfaire.

En 2021, Bricoman France a lancé plusieurs chantiers sur de multiples canaux de contact pour faciliter l'expérience clients.

Grâce à un suivi quasi permanent de l'évolution des prix d'achats et des prix de vente pratiqués par le marché, Bricoman France a su piloter au mieux sa marge commerciale qui évolue positivement au cours de l'exercice. Avec des frais globalement en ligne avec ses objectifs, les résultats sont en forte progression.

BRICOMART (ESPAGNE)

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 29

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 4.748

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 91.684

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 1.295.343

Les résultats en 2021 ont augmenté de manière significative, atteignant les meilleurs résultats jamais obtenus et dépassant largement le budget initial.

Toutefois, 2021 a été une année marquée par des contraintes qui ont affecté l'activité courante de Bricomart, à savoir les restrictions dues à la crise de la Covid-19 dans la première moitié de l'année (lock-

downs périmétriques, limitations de présence,...) et à la tempête Filomena (qui a affecté la zone centrale de l'Espagne -incluant Madrid- pendant le mois de janvier).

Par ailleurs, les marges ont souffert des fortes augmentations du prix des matières premières et du transport dans la deuxième partie de l'année. Des plans d'actions ont été déployés afin de s'assurer que la marge commerciale reste sous contrôle. Les dépenses opérationnelles continuent d'être maîtrisées.

En 2021, Bricomart a continué à investir fortement dans son parc de magasins (une ouverture, un agrandissement et un plan de maintenance) et dans sa transformation digitale, en préparant l'arrivée du nouvel ERP et en lançant le e-commerce dans 100% des magasins.

BRICOMAN ITALIE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 28

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 4.155

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 43.869

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 1.275.147

L'année 2021 a été caractérisée par la pandémie, notamment au cours du premier trimestre avec des fermetures de certains magasins les week-ends ainsi que des limitations de vente de biens. L'entreprise continue de travailler sur le positionnement prix pour bien répondre à sa stratégie d'être le moins cher du marché.

L'expansion immobilière de Bricoman progresse toujours à des rythmes très intenses. En 2021, 4 nouveaux magasins ont été ouverts (Aprilia, Venegono, Udine et Pise), ce qui porte à 28 le nombre de magasins. Par ailleurs, des travaux d'agrandissements ont été effectués sur des magasins existants (Orbassano et Segrate).

Bricoman Italie a également poursuivi sa stratégie de croissance BtoB dans le but de fidéliser ses clients PRO (développement de nouveaux services comme le service d'installation et la "Carte Pro", création d'un nouveau site web BtoB en cours...).

L'inflation au cours de l'année a forcé Bricoman à surveiller attentivement la dynamique de ses prix de vente. La consolidation de ses relations avec ses fournisseurs a permis à Bricoman de gérer la disponibilité de ses produits ainsi que de ses marges.

Enfin, les clients ont pu profiter d'opportunités fiscales lors de l'achat de certaines catégories de produits, ce qui a permis à Bricoman d'augmenter son chiffre d'affaires.

BRICOMAN POLOGNE

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 9

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 920

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 3.883

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 131.654

2021 a été une très bonne année pour Bricoman Pologne malgré le contexte sanitaire. Les solutions développées pour les professionnels ont permis de prendre de nouvelles parts de marché. Le chiffre d'affaires, en forte progression, a été réalisé à 62% auprès des clients professionnels. Grâce à son programme de fidélité, Bricoman a pu continuer à servir les pros en magasin pendant le confinement du mois d'avril alors que la plupart des grandes surfaces du bricolage ne pouvaient pas donner accès à leur magasins faute de pouvoir les distinguer des particuliers.

Bricoman a accéléré le développement des ventes à distance, grâce au e-commerce, au téléphone et aux représentants commerciaux. Ces ventes correspondent à 12% du chiffre d'affaires.

Bricoman a acquis une licence de transporteur et a commencé à déployer sa propre flotte de camions grues avec ses propres chauffeurs pour livrer les produits lourds ou volumineux sur les chantiers, avec une meilleure réactivité et des prix plus compétitifs.

Une nouvelle plateforme de formation, « Akademia » a été lancée, connaissant un franc succès. Elle consiste à mettre en relation les formateurs (fournisseurs, experts, etc...) avec les candidats à la formation (les clients pros, les collaborateurs) sous trois formats de formation: formations pratiques en présentiel en magasin, webinars, et e-learning à la demande.

Les difficultés d'approvisionnement ont été anticipées en début d'année par un surstockage intentionnel. La relative bonne disponibilité des produits en grandes quantités a attiré de nouveaux clients non servis par leurs fournisseurs habituels. Enfin une importante campagne de communication nationale sur le thème « ZNAMY SIĘ » (on se connaît / on s'y connaît) a renforcé la notoriété et l'image professionnelle de l'enseigne, tant auprès des clients que des fournisseurs.

BRICOMAN BRESIL (OBRAMAX)

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 3

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 796

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 3.987

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 91.136

En 2021, Bricoman Brésil a réalisé un chiffre d'affaires et un résultat en forte progression.

La crise de la Covid-19 a contraint Bricoman Brésil à fermer ses magasins en mars et avril, ce qui a entraîné une accélération des ventes à distance au cours de cette période.

A partir du mois de mai, avec la réouverture des magasins, Bricoman Brésil a maintenu une forte accélération de ses ventes jusqu'à la fin de l'année. Compte tenu d'une augmentation du prix d'achat des

produits supérieure à l'inflation, la marge commerciale a subi toutefois une légère baisse au second semestre.

Le secteur productif a souffert d'une pénurie de matières premières, rendant l'approvisionnement difficile. Toutefois, grâce à la collaboration de ses fournisseurs, Bricoman Brésil a réussi à maintenir la disponibilité de ses produits.

Enfin, Bricoman Brésil a ouvert avec succès un magasin dans l'Etat de Rio de Janeiro.

PERFHOME

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 0

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -709

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 8.712

L'année 2021 s'inscrit dans la continuité du plan de redressement mis en œuvre depuis 2019 :

- augmentation des commandes conclues dans les agences de Lille et de Lyon (18 mois de CA signés)
- Amélioration de la maîtrise des chantiers de plomberie/électricité sur les grands programmes de construction de logements neufs (environ 3500 logements livrés / an)
- Stabilisation des équipes en centrale et sur le terrain (180 personnes)

Malgré les perturbations liées à la Covid-19 (hausses des tarifs de matériels, ruptures d'approvisionnement, pertes de productivité chantiers), l'objectif du retour à l'équilibre reste d'actualité pour 2022/2023.

Perfhome a été cédée le 28 juin 2021.

QUOTATIS

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 65

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -5.044

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 720

En 2021, malgré la persistance de la crise sanitaire, Quotatis a consolidé sa position de partenaire de référence de Leroy-Merlin France pour la pose de matériaux à prix forfaitaire. Le pivot vers cette nouvelle activité est maintenant totalement achevé. La totalité des magasins Leroy-Merlin travaille avec Quotatis. L'entreprise a continué de grandir, et a réalisé cette année plusieurs dizaines de milliers de forfaits pose. A cette fin, Quotatis a continué de faire grandir son centre de relation client en métropole lilloise, qui compte désormais plus de 30 collaborateurs. Elle a également poursuivi ses investissements digitaux, de façon à toujours améliorer une expérience fluide et performante, tant d'un point de vue opérationnel que administratif, permettant d'avoir une des applications les plus performantes du secteur.

Quotatis, qui s'impose aujourd'hui comme un acteur majeur de ce secteur d'activité, est promis à un grand développement. A l'étranger, Quotatis a achevé sa mutation avec la cession de sa filiale espagnole et la liquidation de sa filiale belge.

KBANE

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 493

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 1.141

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 65099

Kbane a connu de nouveau une forte croissance en 2021, portée par les métiers du Poêle, et l'accélération de son déploiement géographique (arrivée à maturité des cellules créées ces dernières années, ouverture de nouvelles cellules dans les Régions existantes, l'ouverture de nouvelles Régions (Sud Est et Bretagne)). L'exercice 2021 est à nouveau positif, et ce en dépit d'un changement complet de contexte réglementaire sur l'activité historique d'Isolation (baisse des aides). Kbane a poursuivi la diversification de ses activités. Enfin, Kbane a transféré son siège social et mis en vente le bâtiment du siège historique, matérialisant une nouvelle étape dans la vie de l'entreprise.

MAXIPRO

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 358

Nombre de magasins : 2

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -11.281

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 47.364

MaxiPro a réalisé un chiffre d'affaires de 5 milliards de roubles en 2021, dont 0,7 milliard de roubles de vente au profit de Leroy Merlin Russie.

Maxipro, comme Leroy Merlin Russie a renforcé son expertise et sa compétence dans le modèle de vente en B2B.

L'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DE LA VIE A LA MAISON

OBJETS & CIE (ZODIO)

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 20

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 1.023

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -5.315

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 132.054

En 2021, Objets & Cie a poursuivi sa transformation qu'elle avait engagée en 2019.

L'activité e-commerce progresse rapidement et le développement de la supply continue sa montée en puissance.

Les magasins de Bordeaux, Clermont et Rosny ont été transformés dans le cadre de la modernisation du parc immobilier d'Objets & Cie.

DECOCLICO :

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 0

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -520

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 5.057

L'année 2021 a été la poursuite de la politique initiée il y a 3 ans, le développement des produits en marques propres de l'enseigne. La stratégie s'est avérée gagnante, ce malgré les difficultés rencontrées en termes d'approvisionnement et de fret maritime. En effet, le chiffre d'affaires et la marge ont augmenté respectivement de +50% et +62% pour la marge en cumul 9 mois à fin septembre 2021, date de la cession de DECOCLICO.

SAS 111 (LIGHTONLINE)

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 25

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -5.784

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 13.077

Lightonline continue sa croissance en augmentant de 22% son chiffre d'affaires pour le porter à 19,7 M€ TTC. Ses résultats sont portés par les canaux site web, BTOB et corners magasins. Lightonline confirme ainsi sa position de leader de l'éclairage premium en France.

Cette société a été cédée début 2022.

TIKAMOON :

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 0

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : 1.580

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 33.369

L'année 2021 a été marquée par deux événements majeurs.

Tout d'abord, Tikamoon a accéléré son activité commerciale, via :

- l'ouverture et le lancement du partenariat en Europe: Otto, Maison Du Monde;
- le lancement de nouvelles gammes produits et d'une campagne de notoriété;
- la poursuite des investissements logistiques; et
- l'accélération de l'activité du magasin d'usine.

Ensuite, Tikamoon a déployé une politique RSE via le plan tika green, qui s'est traduit par:

- la publication des ACV (Analyse de Cycle de Vie);
- la réalisation du bilan carbone;
- le lancement de nouvelles gammes de produits FSC;
- la participation à la CEC (Convention des Entreprises pour le Climat); et
- l'adhésion au Club Entreprendre pour la Planète du WWF.

Cette société a été cédée en mai 2021.

ALICE DELICE : _____

En chiffres :

Nombre de magasins à fin 2021 : 25

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 206

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -21.324

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : 22.178

Compte tenu du contexte sanitaire, Alice Délice s'est vue amputée d'une importante part de son chiffre d'affaires. En effet, ses magasins ont dû fermer environ 4 mois en 2021. Toutefois, le chiffre d'affaires a néanmoins augmenté à surface égale de +4.7% vs 2020 et de +2.6% vs 2019 (année pleine).

Par ailleurs, Alice Délice a maintenu ses ventes via son site e-commerce, qu'elle avait fortement développé en 2020.

Alice Délice est toujours dans une dynamique de rentabiliser son business model en rationalisant son parc de magasins d'une part (la fermeture du magasin de Metz a été réalisée en janvier 2022) et en développant son modèle digital.

MARKETPLACE

ADEO MARKETPLACE SERVICES : _____

En chiffres :

Nombre de collaborateurs à fin 2021 : 23

Résultat net I.F.R.S. part du groupe BU en K€ : -5.016

Produit des Activités Ordinaires (I.F.R.S.) BU en K€ : -1

En 2021, Adeo Marketplace Services a lancé la marketplace sur le site leroymerlin.it et bricomano.fr. Les résultats ont été principalement tirés par la performance de la marketplace de Leroy Merlin France, qui a été soutenue par la montée en puissance de plusieurs vendeurs et, en partie, par la poussée du commerce électronique induite par les restrictions de la COVID-19.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition le rapport de vos commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Le conseil d'administration